

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.795
2 juin 1998

FRANCAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGT-QUINZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 2 juin 1998, à 10 h 25

Président : M. SUNGAR (Turquie)

(Le Président)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 795ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Un très grand nombre de représentants sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui, à commencer par ceux de la Nouvelle-Zélande et de l'Allemagne. Je ne vais pas les énumérer tous.

Avant de donner la parole au premier orateur, je tiens à faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Turquie.

Le Ministère turc des affaires étrangères a publié un communiqué de presse la semaine dernière après les essais nucléaires effectués par le Pakistan. La traduction officielle de ce communiqué se lit comme suit :

"Le Ministère turc des affaires étrangères a publié précédemment un communiqué de presse au sujet des essais nucléaires effectués par l'Inde, les 11 et 13 mai 1998, et a souligné alors qu'il rejetait toute idée d'essais nucléaires, puisque ceux-ci menaçaient à bien des égards l'avenir de l'humanité. Il a également mis en lumière les répercussions diverses que pourraient avoir les essais réalisés par l'Inde sur les efforts entrepris à l'échelon international dans le domaine du désarmement nucléaire.

"Jugeant dans un même esprit les essais auxquels a procédé le Pakistan les 28 et 30 mai, prétendument en réponse aux essais réalisés par l'Inde, le Gouvernement turc exprime ses inquiétudes au sujet des incidences régionales et mondiales de ces faits.

"De l'avis de la Turquie, il importe tout particulièrement que ces deux pays s'abstiennent de toute démonstration de force en des lieux névralgiques qui pourrait dégénérer en un affrontement et qu'ils s'emploient activement à régler par des voies pacifiques les problèmes qui se posent entre eux.

"La Turquie a l'espoir sincère que ces faits regrettables ne déboucheront pas sur une nouvelle course aux armements nucléaires. Elle compte donc que l'Inde et le Pakistan feront preuve de toute la retenue possible en gardant présents à l'esprit leur responsabilité au sein de la région et leurs engagements sur le plan humanitaire."

Ainsi s'achève cette déclaration.

La prolifération des armes de destruction massive, qu'elles soient nucléaires, chimiques ou biologiques, ainsi que de leurs vecteurs, constitue une menace extrêmement grave pour la paix et la sécurité internationales. Puisque cela touche la sécurité de tous les membres de la communauté internationale, nous ne saurions rester indifférents aux essais nucléaires qui ont été réalisés, car ils ont déstabilisé la situation politique en Asie du Sud et au-delà de cette région. Il s'agit donc de se pencher d'urgence sur cette nouvelle crise et d'en étudier tous les éléments.

(Le Président)

Chacun connaît l'attachement de l'Inde et du Pakistan au désarmement nucléaire. Nous avons le sincère espoir que ces deux pays voisins s'abstiendront de procéder à de nouveaux essais et de déployer des missiles équipés d'ogives nucléaires.

Nous nous faisons l'écho des appels lancés à l'Inde et au Pakistan afin qu'ils adhèrent au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous estimons, de surcroît, que la Conférence du désarmement devrait ouvrir sans attendre des négociations sur un Traité visant l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Je suis sûr de pouvoir compter sur l'appui sans réserve de tous les membres de la Conférence du désarmement alors que nous étudierons les possibilités qui s'offrent à nous.

Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, l'Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, M. Pearson, qui interviendra au nom de plusieurs délégations.

M. PEARSON (Nouvelle-Zélande) traduit de l'anglais : Monsieur le Président, je veux d'emblée saisir cette occasion pour vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence. Je suis heureux de vous voir diriger nos travaux et vous pourrez compter sur le plein appui de la délégation néo-zélandaise.

Je prends la parole à la présente séance extraordinaire afin de lire et de faire consigner dans le compte rendu une déclaration des Etats membres ou observateurs de la Conférence dont le nom suit : Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Pays-Bas, Autriche, Finlande, Ukraine, Canada, Grèce, Slovaquie, Hongrie, Suède, Bélarus, Allemagne, Pologne, Suisse, Norvège, Philippines, Danemark, Italie, Roumanie, Croatie, République tchèque, Kazakhstan, Japon, Malte, Bulgarie, Lituanie, Mongolie, Fédération de Russie, République de Corée, France, Chine, Turquie, Espagne, Mexique, Brésil, Afrique du Sud, Chili, Irlande, Venezuela, Equateur, Argentine, Portugal, Slovénie et Belgique.

Ces Etats sont alarmés et profondément préoccupés par les essais nucléaires indiens et pakistanais. Ils condamnent tous essais nucléaires et estiment que de tels actes sont contraires au consensus intervenu sur le plan international quant à une interdiction des essais d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

Les essais réalisés par l'Inde et la riposte du Pakistan, qui a décidé de procéder lui-même à des essais, sapent d'une manière flagrante le régime international de non-prolifération nucléaire. Les actes de l'Inde et du Pakistan compromettent le processus de désarmement et la réalisation de l'objectif qui est d'éliminer complètement les armes nucléaires. Les explosions expérimentales de dispositifs nucléaires auxquelles ont procédé l'Inde et le Pakistan sont fondamentalement inconciliables avec l'attachement au désarmement nucléaire professé par ces deux pays.

(M. Pearson, Nouvelle-Zélande)

Il n'est pas possible de renforcer la sécurité par des actes dangereux et provocateurs, ni d'améliorer ou de maintenir la sécurité régionale et mondiale en se laissant aller à une rivalité et à des manoeuvres en vue de mettre au point des capacités nucléaires et des vecteurs. La politique que l'Inde et le Pakistan semblent résolus à adopter appartient au passé.

La paix dans la région de l'Asie intéresse le monde entier. Les problèmes aigus ne pourront être définitivement réglés que par le dialogue et la négociation dans un esprit constructif.

A présent, il importe au plus haut point que l'Inde et le Pakistan annoncent immédiatement qu'ils s'abstiendront de tous nouveaux essais d'armes nucléaires, qu'ils renoncent à leur programme d'armement nucléaire, puis qu'ils signent et ratifient, sans condition, le Traité d'interdiction complète des essais. Ces pays doivent faire cela de toute urgence, sans quoi n'existera pas la confiance requise pour régler par le dialogue et la négociation les différends qui les opposent sur le plan de la sécurité.

Les Etats dont émane la présente déclaration demandent encore instamment à l'Inde et au Pakistan d'adhérer sans plus attendre au Traité sur la non-prolifération, de conjuguer leurs efforts à ceux de tous les autres Etats pour assurer la non-prolifération des armes nucléaires et de participer à des négociations visant à conclure une interdiction de la production de matières fissiles de qualité militaire. Ce sont là autant de mesures qu'il est également indispensable de prendre en oeuvrant collectivement et dans un esprit constructif à l'élimination des armes nucléaires.

Pour l'heure, il importe que tous les pays restent calmes et fassent preuve de retenue, autant que possible. Nous demandons instamment à l'Inde et au Pakistan de renoncer immédiatement à la ligne de conduite qu'ils ont adoptée et de régler leurs différends et leurs problèmes en matière de sécurité par la voie politique. Une telle démarche bénéficiera du plein appui de la communauté internationale, alors qu'elle consacrera ses efforts au désarmement nucléaire.

M. SEIBERT (Allemagne) (traduit de l'anglais) : L'Allemagne s'associe sans réserve à la déclaration que vient de lire l'éminent représentant de la Nouvelle-Zélande et qui émane d'un grand nombre d'Etats. Je voudrais, pour ma part, indiquer à la Conférence l'accueil réservé par l'Allemagne aux événements intervenus récemment.

Les essais nucléaires pakistanais, tout comme les essais réalisés par l'Inde quinze jours auparavant, ont alarmé le monde entier. Le Gouvernement allemand déplore profondément la décision qu'a prise le Pakistan de passer outre aux appels à la modération lancés de toutes parts et de procéder à son tour à des essais nucléaires. Nous condamnons les essais pakistanais tout comme nous l'avons fait des essais indiens qui les ont précédés. Les deux pays ont contrarié gravement les aspirations universelles à un monde exempt d'armes nucléaires. La communauté internationale ne saurait faire comme si de rien n'était. L'Inde et le Pakistan doivent s'attendre à des conséquences douloureuses à long terme s'ils continuent à faire fi d'un consensus de la communauté internationale, laquelle est manifestement favorable à la non-prolifération nucléaire. Ils ne pourront pas se tenir à l'écart à tout

(M. Seibert, Allemagne)

jamais, alors que 186 Etats ont signé le Traité sur la non-prolifération et 149, le Traité d'interdiction complète des essais.

Le Gouvernement allemand exhorte donc les dirigeants politiques de ces deux pays à reprendre le chemin de la raison. L'Inde et le Pakistan doivent souscrire un engagement contraignant de cesser à jamais les essais nucléaires et d'adhérer sans condition et sans attendre au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le 28 mai 1998, le Parlement allemand - le Bundestag - a approuvé à une majorité écrasante des voix ce Traité, qui sera ratifié sous peu. Le Traité d'interdiction complète des essais offre le seul espoir de reléguer enfin au passé les essais nucléaires et d'empêcher une nouvelle course aux armements nucléaires.

Il est tout aussi urgent d'ouvrir, sur la base du mandat adopté pour un comité spécial par la Conférence du désarmement en 1995, des négociations relatives à une interdiction complète de la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires. L'Inde et le Pakistan doivent comprendre que seule une interdiction complète et effectivement vérifiable de la production de telles matières peut juguler efficacement les risques aujourd'hui considérablement accrus d'une prolifération des armes nucléaires et d'un accroissement des arsenaux nucléaires.

Le Gouvernement allemand a l'espoir que, en évaluant avec pondération la situation qui a surgi, les dirigeants politiques reconnaîtront la nécessité d'agir sans attendre et de prendre rapidement et résolument des mesures en vue de la réalisation de cet objectif. Il est plus urgent que jamais d'enregistrer aussi des progrès dans la voie du désarmement nucléaire. La communauté internationale attend de nouveaux indices importants, tels que la ratification du Traité START-II par la Douma russe, suivie immédiatement de l'ouverture de négociations sur un troisième accord START. Le désarmement nucléaire, à la réalisation duquel les 186 Etats parties au Traité sur la non-prolifération ont entrepris d'oeuvrer de concert, doit enfin se concrétiser au cours du XXI^e siècle, désormais proche.

M. MOHER (Canada) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, au nom de la délégation canadienne, de vous accueillir parmi nous à la Conférence et de saluer en vous notre nouveau président. Nous ferons de notre mieux pour collaborer avec vous afin que les travaux de la Conférence soient, productifs et couronnés de succès, autant que faire se pourra.

Le Canada a le plaisir de s'associer à la déclaration qu'a faite la Nouvelle-Zélande au nom de l'Australie ainsi que de plusieurs autres Etats représentant tous les groupes régionaux et par laquelle ont été condamnés tous les essais nucléaires, en particulier ceux qu'ont effectués l'Inde et le Pakistan.

En s'associant à cette déclaration, la délégation canadienne rappelle que le Premier Ministre, M. Chrétien, et le Ministre des affaires étrangères, M. Axworthy, ont réagi immédiatement aux essais réalisés par chacun de ces deux Etats. Nous sommes intervenus dans les débats de la Conférence le 14 mai pour condamner les essais indiens. Le 28 mai, le Premier Ministre Jean Chrétien condamnait les actes pakistanais en ces termes :

(M. Moher, Canada)

"Le Canada constate avec une vive déception que le Gouvernement pakistanais n'a tenu aucun compte de l'appel à la retenue lancé par la communauté internationale et a choisi plutôt d'agir d'une manière contraire aux normes internationales établies par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais... Au nom de tous les Canadiens, j'exhorte le Pakistan et l'Inde à renoncer à leur programme d'armement nucléaire et à signer ces deux traités. Je les engage en outre à reprendre le dialogue à l'échelon régional et à s'employer à régler pacifiquement leur différend."

Prenant la parole le 30 mai, le M. Axworthy a été d'avis que le Gouvernement pakistanais avait agi d'une manière très irresponsable en décidant de procéder à une nouvelle série d'essais nucléaires.

Tant le Premier Ministre que le Ministre des affaires étrangères ont souligné que les essais considérés auraient de profondes répercussions sur la sécurité internationale et régionale. Nous sommes convaincus que ni l'Inde ni le Pakistan ne sortiront gagnants de cette rivalité.

L'Inde et le Pakistan ont fait plusieurs déclarations dans lesquelles ils ont expliqué les raisons de ces essais et l'accroissement subséquent des tensions au sein de la région. Les médias, quant à eux, ont largement rendu compte des réactions effectives, possibles et envisagées et se sont perdus en conjectures à ce sujet. Le Canada voit bien que, pour parvenir à un règlement durable quel qu'il soit des problèmes qui sont à l'origine de cette escalade des tensions régionales, il faudra que les Etats directement mis en jeu, au premier chef, franchissent des pas constructifs et novateurs et que la communauté internationale dans son ensemble, autant que possible, appuie ensuite les mesures arrêtées. La solution retenue en définitive devra tenir compte des considérations de sécurité et des dimensions politiques et autres, sans oublier la question nucléaire proprement dite. C'est sur cette dernière question que nous souhaitons nous arrêter brièvement à la présente séance, étant donné, entre autres, les comptes rendus et les spéculations faits par les médias, que nous venons d'évoquer.

Le Canada est convaincu que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires constitue la pièce maîtresse du régime international de non-prolifération nucléaire. Ce Traité sanctionne une situation dans laquelle la communauté internationale comprend cinq Etats dotés d'armes nucléaires et 181 Etats dépourvus de telles armes, un petit nombre d'Etats restant à l'écart. Il établit l'impératif d'un désarmement nucléaire en son article VI. C'est sur ce Traité que sont fondés les instruments relatifs au désarmement et à la non-prolifération nucléaires adoptés par la suite, tels que le Traité d'interdiction complète des essais; nous espérons d'ailleurs que ce sera aussi le cas d'un Traité interdisant effectivement la production de matières fissiles de qualité militaire. Le TNP est aussi la pierre angulaire indispensable des zones exemptes d'armes nucléaires. Enfin, il a ceci d'extrêmement important qu'il ménage un cadre dans lequel les Etats puissent coopérer entre eux à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et dans lequel s'inscrivent le régime des garanties intégrales de l'AIEA et les directives du groupe des fournisseurs nucléaires.

(M. Moher, Canada)

Aucun autre Traité ne satisfait à toutes ces exigences. Aucun autre instrument ou ensemble d'instruments ne peut remplacer le TNP dans ces fonctions. Chacun doit garder présent à l'esprit ce fait central alors que nous avançons. A l'évidence, nous devons tous continuer à oeuvrer à l'application pleine, complète et effective du TNP.

C'est là une conditionsine qua non sur laquelle le Canada continuera d'insister et qui d'ailleurs a été évoquée dans la déclaration commune dont il a été donné lecture à la présente séance et sur laquelle nous tenons à appeler tout particulièrement l'attention. Faute de s'en souvenir, la communauté internationale verra en fait se redessiner le paysage nucléaire dans lequel elle s'inscrit, avec toutes les difficultés et tous les risques que cela comporte. Le Canada s'opposera fermement à toute modification, tacite ou explicite, de ce paysage.

M. DEMBRI (Algérie) : M. le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence de notre conférence au moment même où vous prenez vos fonctions à Genève. Nous sommes persuadés que sous votre direction, nos travaux seront couronnés de succès. Vos qualités personnelles nous autorisent à espérer cela, surtout en cette phase importante, à plus d'un titre, pour nos assises.

La délégation algérienne est déjà intervenue le 21 janvier dernier pour évoquer les faits survenus alors en Asie du Sud. Aujourd'hui, tandis que de nouveaux essais ont été réalisés en réplique aux premiers dans cette même région, ma délégation voudrait à nouveau marquer son inquiétude et rappeler ici que le noeud gordien et l'essence même du problème résident dans la manière dont la communauté internationale se doit de gérer - car il s'agit d'une véritable gestion - la sécurité internationale dans le domaine du nucléaire dans ses dimensions indissociables et interactives. Selon que les Etats adopteront ou non une démarche intégrée et cohérente, cette gestion sera à coup sûr bénéfique ou préjudiciable. Car le régime de non-prolifération suscite aujourd'hui de multiples questions. Celles-ci touchent de manière cruciale à la préservation coûte que coûte des réalisations déjà enregistrées dans ce domaine. Comment peut-on accomplir cette tâche et quelles mesures faut-il prendre à cet effet ? Ces mesures sont au nombre de trois. Au premier chef, il faut d'urgence veiller à ce que les événements intervenus en Asie du Sud ne se reproduisent pas dans d'autres régions du monde pour ne pas mettre en péril tout l'édifice de la non-prolifération. L'actualité du moment en Asie du Sud ne doit pas nous faire oublier qu'au Moyen-Orient, région hautement sensible, le danger nucléaire continue de planer et de menacer le régime de non-prolifération désormais fragilisé. Il est temps de rompre la loi du silence sur le potentiel nucléaire d'Israël et l'un des devoirs immédiats de la communauté internationale est d'obliger ce pays à adhérer lui aussi au TNP et à soumettre ses installations nucléaires au système des garanties de l'AIEA. Il ne saurait y avoir à cet égard deux poids et deux mesures.

Deuxièmement, il s'agit de promouvoir le Traité d'interdiction complète des essais dans l'esprit et dans la lettre et de prohiber réellement les essais nucléaires de quelque nature qu'ils soient, ainsi que de renforcer le TNP, notamment par l'application de bonne foi des dispositions et l'approfondissement du processus d'examen de l'instrument.

(M. Dembri, Algérie)

Troisièmement, enfin, il est urgent aussi, d'adopter ici à la Conférence du désarmement des mesures collectivement arrêtées au sein d'un comité spécial chargé du désarmement nucléaire. Ces mesures doivent pouvoir compléter un programme de désarmement nucléaire déjà tracé par le Traité d'interdiction complète des essais et par notre accord de principe sur la négociation d'une convention interdisant la production de matières fissiles à usage militaire.

Nous sommes convaincus que ces mesures, si elles venaient à être prises - elles auraient dû l'être il y a longtemps déjà - sauvegarderaient le régime de non-prolifération dont l'avenir dépend de l'envergure et du sérieux avec lequel sera abordée et traitée la question du nucléaire. Continuer de vouloir promouvoir l'un sans l'autre, c'est en fait promouvoir l'un aux dépens de l'autre et, en définitive, déséquilibrer l'un et l'autre. C'est sur ces points fondamentaux que notre action doit porter : une action de prévention d'abord, une action de consolidation ensuite et une action de promotion enfin.

Mme ANDERSON (Irlande) (traduit de l'anglais : Qu'il me soit permis, monsieur le Président, de vous adresser d'emblée mes vœux de succès dans vos travaux au cours des semaines à venir. Comme d'autres délégations, j'ai demandé la parole pour évoquer la série d'essais nucléaires effectués par le Pakistan la semaine dernière.

C'est une intervention que nous avons le fervent espoir de ne pas devoir faire. L'Irlande constate avec une vive déception que les efforts intenses déployés de toutes parts sur le plan diplomatique afin d'encourager le Pakistan à faire preuve de retenue n'ont pas été couronnés de succès.

Le Ministre irlandais des affaires étrangères a exprimé sa consternation et ses vives inquiétudes au sujet de ces essais et a soulevé directement la question auprès des autorités pakistanaises.

Nous comprenons parfaitement que le Pakistan ait nourri des inquiétudes au sujet de sa sécurité, de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale. Cependant, les essais nucléaires réalisés par ce pays, loin de renforcer la sécurité nationale, ont encore accru les tensions dans la région et auront sans aucun doute des incidences bien plus larges sur la prolifération nucléaire. Suite aux cinq essais nucléaires effectués par l'Inde quinze jours auparavant, les explosions réalisées par le Pakistan font à nouveau très gravement échec à la non-prolifération nucléaire et ajournent d'autant l'élimination des armes nucléaires.

Ces remises en question flagrantes de la non-prolifération nucléaire sapent les fondements mêmes du Traité sur la non-prolifération et font ressortir l'importance et l'urgence d'une adhésion universelle au TNP, notamment des trois Etats liminaux que sont l'Inde, le Pakistan et Israël, de même que de l'application, par tous les Etats parties, de toutes les dispositions de ce Traité. La première priorité doit être maintenant d'étudier tout l'éventail des mesures requises pour empêcher la situation de suivre ce cours destructeur sur le plan des armes nucléaires.

M. HOFER (Suisse) : Monsieur le Président, c'est la première fois que ma délégation a l'honneur de prendre la parole sous votre direction. J'aimerais

(M. Hofer, Suisse)

donc vous féliciter de votre accession à ces hautes fonctions et vous assurer de l'appui entier de la délégation suisse dans l'accomplissement de vos tâches. Nous sommes confiants que l'excellente coopération entre les délégations turque et suisse va s'approfondir encore. Je tiens aussi à remercier votre prédécesseur, M. Taher Al-Hussami, de la République arabe syrienne, qui a si bien préparé les structures de notre futur travail.

Je prends la parole aujourd'hui pour vous informer que les autorités suisses ont pris connaissance avec un profond regret de la réalisation de plusieurs essais nucléaires par le Pakistan, les 28 et 30 mai. Les essais nucléaires du Pakistan, tout comme ceux de l'Inde, font peser de nouveaux risques sur la mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Bien que cette série d'essais ne viole aucun traité international auquel le Pakistan a adhéré et constitue une réponse directe aux récents essais indiens, elle va clairement à l'encontre des efforts déployés par la communauté internationale pour empêcher la prolifération nucléaire. Elle fait partie d'une dangereuse course aux armements dans la région, une course qui ne vise pas seulement les armes nucléaires mais également les missiles.

Afin d'éviter les conséquences graves que ces essais nucléaires pourraient entraîner pour la stabilité régionale et internationale, la Suisse invite les autorités pakistanaïses à s'abstenir d'effectuer d'autres expériences nucléaires, sous quelque forme que ce soit, et à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

La Suisse lance un appel aussi bien au Pakistan qu'à l'Inde pour qu'il soit mis un terme à la spirale des tensions croissantes et que les problèmes soient réglés de façon pacifique. Il s'agirait notamment d'établir un dialogue constructif pour réduire les tensions actuelles et pour rétablir les fondements d'une confiance mutuelle. Nous saluons les efforts qui ont déjà été faits à cet égard, notamment l'expression de la volonté de négocier manifestée aussi bien à New Delhi qu'à Islamabad. Tout soutien à un tel dialogue serait bienvenu. Nous sommes particulièrement reconnaissants de l'offre faite par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, et nous apprécions la réflexion que veulent entamer les puissances nucléaires à un très haut niveau. Le Gouvernement suisse tient à confirmer qu'il veut appuyer un tel processus et qu'il se tient à la disposition des intéressés.

En outre, la Suisse espère que tous les Etats voisins de l'Inde et du Pakistan renonceront à la tentation de continuer la course aux armements et éviteront toute action qui pourrait mettre en danger la paix et la sécurité dans l'Asie du Sud.

Ces nouvelles explosions posent une fois de plus la question des progrès en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Elles soulèvent aussi le problème de l'inégalité de l'ordre nucléaire mondial et de l'inquiétude profonde des Etats non dotés d'armes nucléaires à l'égard de la lenteur de la mise en oeuvre concrète des engagements pris en matière de désarmement en vertu de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Les Etats parties au TNP devront tenir compte de ce problème dans leurs travaux lors de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen

(M. Hofer, Suisse)

du TNP de l'an 2000. Il s'agirait notamment de commencer de façon adéquate la préparation de cette réunion, par exemple en marge des travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies cet automne à New York.

Nous sommes en outre convaincus que la Conférence du désarmement reste l'instance appropriée pour mener des négociations sur certaines questions relatives au désarmement nucléaire et à la limitation des armements nucléaires, à commencer par celle d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires. Les consultations sur les méthodes et modalités à adopter afin de progresser dans la réalisation de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire, que vous venez d'initier, monsieur le Président, avec le soutien de votre prédécesseur et de votre successeur, sont donc d'une importance cruciale. Nous vous en félicitons. Malgré les circonstances actuelles plutôt défavorables - mais peut-être en raison même de ces circonstances - nous vous encourageons à poursuivre vigoureusement ce processus dans la perspective de trouver des terrains d'entente, notamment entre tous ceux qui ont soumis des propositions relatives au point 1 de notre ordre du jour. En effet, vos consultations reflètent le fait remarquable que la présidence de la Conférence du désarmement en est venue, à la fin mars, à constater que ces questions occupaient le rang de priorité le plus élevé. Les récentes explosions nucléaires en Inde et au Pakistan devraient inciter les puissances nucléaires, la communauté internationale et la Conférence du désarmement à redoubler d'efforts dans ce domaine.

M. CHOWDHURY (Bangladesh) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un plaisir pour nous que de vous voir diriger nos travaux malgré que vous veniez de prendre vos fonctions à la Conférence. C'est un mérite que d'avoir accepté de si lourdes responsabilités. Votre prédécesseur, l'ambassadeur de la République arabe syrienne, M. Taher Al-Hussami, a accompli sa tâche avec distinction, ce dont nous le remercions.

Nous nous associons à tous ceux qui ont appelé à la retenue en ces temps critiques.

Le message de la délégation bangladaise à la Conférence du désarmement est fort simple.

Il ne sert à rien de trop protester contre l'évolution de la situation en Asie du Sud. L'Inde et le Pakistan ne sont pas les premiers pays à apporter la preuve d'un potentiel d'armement nucléaire : ils n'occupent que le sixième et le septième rang parmi les puissances nucléaires. L'élément nouveau, c'est que, pour la première fois, cette puissance militaire prétendument suprême est désormais aussi entre les mains d'une région qui a été longtemps sous domination coloniale.

Nombreux sont ceux, en conséquence, qui voient dans les faits intervenus la volonté du sous-continent de redéfinir ses rapports avec le reste du monde. Tous les intéressés doivent et peuvent d'ailleurs faire cela d'une manière positive et constructive. Cela exigera toutefois une grande maturité, beaucoup de compréhension et de sympathie ainsi qu'une adresse politique indubitable. Les instances telles que la Conférence du désarmement devront repenser leurs structures et leurs méthodes de travail.

(M. Chowdhury, Bangladesh)

La région de l'Asie du Sud, à laquelle appartiennent l'Inde et le Pakistan, est l'héritière d'une civilisation ancienne et riche. Les peuples qui l'habitent en tirent une certaine fierté, ce qui est compréhensible. Ils n'aiment pas se voir prêter des comportements moins rationnels que ceux qui semblent être attribués à d'autres peuples et nations. Il n'est pas non plus bon d'imposer à leurs pays des sanctions dont ils vont pâtir. Comme on le sait, ils ne reculent pas devant les sacrifices, tandis que les difficultés ont pour seul effet d'affermir leur détermination. Leurs souffrances pourraient même susciter une irritation, sinon la colère, contre ceux qui, manifestement, sont à l'origine de ces souffrances. Cela ne peut pas être dans l'intérêt du monde à long terme.

A l'évidence, le moment doit donner sérieusement à réfléchir à cette instance, qui est vouée au désarmement. Peut-être est-il temps pour la Conférence du désarmement de centrer son attention sur le désarmement nucléaire. Nous sommes prêts à suivre n'importe quelle méthode de travail en la matière qui susciterait un consensus nouveau ou large.

Chacun sait que le gros risque présenté par une course aux armements telle que celle-ci réside dans le fait que tout programme d'armement nucléaire a une dynamique propre et bien établie. La nécessité de trouver un équilibre puis un avantage minime pousse les parties dans la voie du perfectionnement. La frontière entre la dissuasion et la défense s'estompe, ce qui produit des doctrines dans lesquelles les éléments nucléaires et classiques deviennent inséparables. Des plans opérationnels intégrés voient ensuite le jour. Des structures de commandement et de contrôle doivent être mis en place, comme il se doit, en tout état de cause. De nouvelles sources de menace sont trouvées, puis analysées, avant que la riposte voulue soit déterminée. Le cycle ne cesse jamais. Il ne s'agit pas là d'un scénario théorique, mais bien de la simple réalité. Ce sont là les éléments qu'il nous incombe d'aborder résolument.

Nous avons le sincère espoir que l'Asie du Sud ne connaîtra pas une telle course aux armements. L'Asie du Sud et le Moyen-Orient sont sans doute les zones les plus névralgiques de la planète, la paix et la stabilité desquelles appellent des mesures adoptées à l'échelle mondiale.

Dans l'intérêt de l'objectivité, les divers régimes que nous mettons en place et les normes que nous adoptons, tout comme nos débats sur les Traités, doivent impérativement être et paraître justes et non discriminatoires et englober tous les Etats. Il importe au premier chef non seulement de laisser parler, mais encore d'écouter les membres d'autres groupes, les représentants d'autres cultures et les tenants de systèmes de valeurs différents. Faute de cela, il sera inutile d'exhorter certains à suivre quelque ligne d'action et les y exhorter encore lorsqu'ils ne le font pas. Cela a pour seul effet de mettre dans l'embarras et les auteurs et les destinataires de ces conseils.

Le Bangladesh, pour sa part, reste fermement attaché à la cause de la non-prolifération et fera tout ce qui est en son pouvoir pour oeuvrer au triomphe de cette cause. Il considère que le TNP et le Traité d'interdiction complète des essais sont les pierres angulaires d'un monde plus sûr. Notre pays est membre lui aussi de la région de l'Asie du Sud et entretient de profonds rapports d'amitié avec tous les autres pays qui s'y trouvent. Le Bangladesh a

(M. Chowdhury, Bangladesh)

réellement toute confiance dans leur attachement à la cause de la paix et dans la capacité de tous d'oeuvrer ensemble à sa concrétisation ainsi qu'au règlement des problèmes de la région. De fait, il est rassuré par les déclarations constructives qu'ont faites les dirigeants des pays concernés après les essais. Le Bangladesh ne ménagera pas ses efforts pour encourager de telles attitudes et y concourir par des mesures de suivi, dans l'esprit de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, à laquelle tous les pays de la région appartiennent. En sa qualité de pays de l'Asie du Sud, le Bangladesh estime faire oeuvre utile lorsqu'il cherche à faire comprendre les sentiments de la région à la communauté internationale, de telle sorte que tous les pays du monde soient mieux à même de travailler ensemble à la paix, à la stabilité et au progrès sur une planète qu'ils partagent.

M. ZIARAN (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous adresser tous nos voeux de succès. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne, pour les efforts inlassables qu'il a déployés durant son mandat.

Etant donné que le Ministre iranien des affaires étrangères prendra la parole à la Conférence le jeudi 4 juin 1998, je me contenterai aujourd'hui de donner lecture de la déclaration faite par le Ministère des affaires étrangères sur les faits intervenus récemment en Asie du Sud.

"La République islamique d'Iran suit avec une vive inquiétude l'évolution de la situation autour des essais nucléaires effectués récemment en Asie du Sud. La course aux armements nucléaires qui s'y déroule constitue une menace grave à la paix et à la stabilité régionales. Cette course découle au premier chef d'un manque de volonté politique chez les cinq Etats dotés d'armes nucléaires, qui ne tiennent aucun compte des appels lancés par la communauté internationale en faveur d'un désarmement nucléaire complet.

"Sans aucun doute faut-il signaler que cette tendance, outre son impact destructeur sur la sécurité mondiale et l'environnement, a surtout pour effet de saper l'efficacité et l'autorité du régime de non-prolifération nucléaire. En l'absence d'un programme global de désarmement nucléaire complet, le statut et l'avenir du TNP resteront très incertains."

Qu'il me soit permis de répéter cette dernière phrase, car elle est très importante :

"En l'absence d'un programme global de désarmement nucléaire complet, le statut et l'avenir du TNP resteront, très incertains.

"La République islamique d'Iran demande instamment aux cinq Etats dotés d'armes nucléaires de répondre sans plus attendre aux appels lancés par la communauté internationale et de satisfaire aux exigences de l'époque en s'acquittant de leurs engagements en matière de désarmement nucléaire suivant un programme échelonné dans le temps et de faire ainsi

(M. Ziaran, République islamique d'Iran

obstacle au maintien et à l'extension de cette menace grave; elle invite en outre l'Inde et le Pakistan à mettre immédiatement fin aux essais nucléaires et à leur rivalité ainsi qu'à adhérer au Traité d'interdiction complète des essais.

"Les faits intervenus récemment font encore ressortir qu'il importe d'accorder toute l'attention voulue à l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires - car c'est là un pas dans la voie du désarmement nucléaire complet -, en particulier dans la région névralgique du Moyen-Orient, toujours confrontée à la menace présentée par l'arsenal nucléaire israélien."

Ainsi s'achève cette déclaration.

M. KUMIN (Autriche) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de commencer par vous accueillir chaleureusement à la Conférence et vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence à ce moment critique, alors que l'instance doit relever des défis nouveaux et encore inconnus. Nous ne doutons nullement que, grâce à votre autorité, vous saurez éviter les écueils politiques sur lesquels la Conférence risque l'être jetée, après les faits intervenus récemment, et pousser encore cette instance dans l'exécution concrète de ses travaux de fond.

L'Ambassadeur d'Autriche a déjà abordé la question des essais nucléaires indiens dans l'intervention qu'il a faite le 14 mai dernier. Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour porter à la connaissance de la Conférence une résolution qui a été adoptée le 13 mai par la chambre basse du Parlement autrichien, à l'issue de la première série d'essais effectués par l'Inde, résolution qui se lit comment suit :

"Le Conseil national autrichien

"Condamne vigoureusement les essais nucléaires réalisés par le Gouvernement indien le 11 mai 1998;

"Demande au Gouvernement indien de s'abstenir de tout nouvel essai nucléaire et d'adhérer au TNP ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais;

"Lance un appel à tous les Etats de la région afin qu'ils se refusent à une nouvelle escalade de la course aux armements (nucléaires);

"Demande à tous les Etats de la région de concourir à un retour à des relations pacifiques entre pays voisins et invite le Gouvernement fédéral autrichien à agir dans cet esprit et à prendre toute mesure que requerrait la réalisation de ces objectifs.

J'ajouterai que le peuple autrichien a aussi bien la même position, ainsi exprimée par son parlement, sur les essais nucléaires effectués par le Pakistan les 28 et 30 mai. S'agissant de la détonation de cinq dispositifs nucléaires le jeudi 28 mai, le Ministre autrichien des affaires étrangères, M. Wolfgang Schüssel, a déclaré, dans un communiqué de presse publié le même jour, qu'il

(M. Kumin, Autriche)

était profondément préoccupé et consterné par les essais nucléaires pakistanais, qu'il condamnait vigoureusement. Leur réalisation est venue, malheureusement, confirmer les pires craintes de la communauté mondiale, à savoir qu'une escalade de la course aux armements nucléaires risque de se produire dans le sous-continent du fait des essais indiens. Le Ministre des affaires étrangères a demandé à l'Inde et au Pakistan de mettre immédiatement fin à tout nouvel essai et de s'abstenir de mettre à exécution des menaces militaires. Il a invité les deux pays à renoncer solennellement à l'essai de dispositifs explosifs nucléaires et à se déclarer disposés à signer le Traité d'interdiction complète des essais ainsi qu'à adhérer au TNP. Le Ministre a ajouté que l'Autriche examinerait avec les autres membres de l'Union européenne la question de l'adoption éventuelle de nouvelles mesures à l'égard du Pakistan et que le Directeur des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères ferait part à l'Ambassadeur du Pakistan en Autriche de la position autrichienne en des termes on ne peut plus énergiques et clairs. C'est aujourd'hui chose faite.

L'Inde et le Pakistan devraient s'engager à ne pas assembler de dispositifs nucléaires ni déployer de tels dispositifs sur des vecteurs et à cesser de mettre au point et de déployer des missiles balistiques capables d'emporter des ogives nucléaires, ainsi qu'à ne pas employer d'armes nucléaires en quelques circonstances que ce soit.

Je dirai, en guise de conclusion, que la délégation autrichienne, elle aussi, s'associe pleinement à la déclaration publiée il y a quelques jours par l'Union européenne, ainsi qu'à la déclaration faite à la présente séance au nom d'un groupe de pays par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande. Nous voudrions insister tout particulièrement sur les appels lancés à l'Inde et au Pakistan afin qu'ils acceptent de participer immédiatement et sans condition à des négociations à la Conférence sur un Traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles de qualité militaire et de concourir à l'aboutissement rapide de ces négociations. Un tel Traité, qu'il s'agirait de conclure sur la base du rapport de l'Ambassadeur Shannon et du mandat qui figure dans ce document, constituerait une mesure insuffisante et pourtant d'autant plus nécessaire dans la lutte contre la prolifération nucléaire et nous ferait avancer dans la voie d'un désarmement nucléaire complet. A l'inverse des politiques et programmes d'armement nucléaires, ce traité aurait pour effet de renforcer véritablement la sécurité dans la région considérée et dans le monde entier qui, l'une et l'autre, ont été gravement menacés par la quête irresponsable d'une arme dont l'élimination constitue l'un de nos objectifs déclarés, outre qu'il y va de notre devoir commun à l'égard de l'humanité.

M. NORBERG (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et vous adresser tous mes vœux de succès.

J'ai demandé la parole afin de donner lecture de la déclaration faite le 28 mai 1998 par la Ministre suédoise des affaires étrangères, Mme Lena Hjelm-Wallén, au sujet des essais d'armes nucléaires réalisés par le Pakistan. Je rappellerai auparavant que la Suède est l'un des nombreux Etats qui se sont associés à la déclaration faite à la présente séance par

(M. Norberg, Suède)

l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande. La déclaration de Mme Lena Hjelm-Wallén se lit comme suit :

"L'explosion expérimentale réalisée par le Pakistan doit être condamnée fermement et sans équivoque.

"Malgré les appels urgents lancés avec force par la communauté internationale, le Pakistan a suivi l'exemple irresponsable de l'Inde et franchi un dangereux pas.

"L'essai nucléaire pakistanais entraîne une nouvelle escalade dans la région alors que la situation y était déjà très grave. Cette spirale d'essais nucléaires menace fortement la paix et la sécurité internationales et il faut absolument y mettre fin.

"J'invite instamment le Pakistan et l'Inde à prendre dans les plus brefs délais les mesures nécessaires pour inverser cette évolution extrêmement dangereuse. Les deux parties doivent pleinement réfléchir à leurs responsabilités et comprendre la nécessité de dialoguer et d'assumer conjointement et par des moyens pacifiques la responsabilité de la paix et de la sécurité dans la région.

"J'invite aussi instamment le Pakistan et l'Inde à adhérer sans délai et sans conditions au Traité sur la non-prolifération (TNP) et au Traité d'interdiction complète des essais (TICE).

"Il incombe par ailleurs aux cinq Etats dotés d'armes nucléaires de montrer la voie en prenant rapidement des mesures concrètes pour accélérer le désarmement nucléaire afin d'aboutir à la suppression complète de ces armes.

"Lors des consultations qui auront lieu aujourd'hui dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU, la Suède soulèvera la question des essais nucléaires pakistanais."

Ainsi s'achève cette déclaration. Je demande au secrétariat de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document officiel de la Conférence du désarmement.

M. ALI (Malaisie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole sous votre direction, je tiens à vous adresser les félicitations et les bons voeux de ma délégation. Nous sommes certains que, sous votre direction compétente, la Conférence aboutira à ses fins et saura juguler les difficultés auxquelles elle est confrontée. Je saisis cette occasion pour adresser également mes félicitations à votre prédécesseur, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne, qui, par ses talents, a concouru à l'adoption de la décision publiée sous la cote CD/1501. Nous accueillons avec satisfaction cette décision et comptons que la Conférence fera preuve d'une

(M. Ali, Malaisie)

volonté politique claire à cet égard et appuiera comme il se doit la réalisation de l'objectif primordial qu'est le désarmement nucléaire ainsi que le règlement des autres questions inscrites à son ordre du jour tel qu'il a été adopté le 20 janvier 1998 sous la cote CD/1484.

La deuxième partie de la session de 1998 a commencé dans des conditions plutôt inhabituelles, sinon tout à fait inattendues, puisque deux Etats membres de la Conférence ont pris la décision radicale de procéder à des essais nucléaires, ce qui est manifestement contraire au vœu de la communauté mondiale de parvenir au désarmement nucléaire. Les essais effectués ont des incidences directes sur l'Asie du Sud et des répercussions pour le monde entier : de fait, il y va de la sécurité mondiale. La délégation malaisienne appuie fermement tous les efforts déployés en vue du désarmement nucléaire. Or les événements intervenus récemment battent sérieusement en brèche les possibilités de réaliser cet objectif.

Je prends la parole aujourd'hui pour porter à l'attention de la Conférence le communiqué de presse fait par le Ministre malaisien des affaires étrangères à Kuala Lumpur le 29 mai 1998, à la suite des essais nucléaires souterrains réalisés par le Pakistan. Il a été donné lecture à la Conférence, le 14 mai dernier, d'un communiqué de presse analogue par lequel les essais nucléaires indiens ont été condamnés.

Le communiqué du 29 mai se lit comme suit :

"La Malaisie déplore les essais nucléaires souterrains effectués par le Pakistan le 28 mai 1998. Cet acte du Pakistan fait à nouveau échec aux efforts visant à garder la région exempte d'armes nucléaires et à la protéger contre la menace de conflits nucléaires. Nous engageons le Pakistan à cesser immédiatement d'accroître sa capacité de produire des armes nucléaires.

"La Malaisie est profondément préoccupée par les événements récents en Asie du Sud qui pourraient conduire à une lutte dangereuse pour la supériorité nucléaire. Elle exhorte tous les pays concernés à s'abstenir de participer à une telle lutte, à faire preuve de la plus grande retenue et à prévenir une aggravation des tensions.

"Les explosions nucléaires effectuées par les deux pays d'Asie du Sud concernés ont compromis les efforts déployés par la communauté internationale pour parvenir à l'interdiction complète des essais nucléaires et à la non-prolifération nucléaire. La Malaisie est particulièrement déçue de constater que des essais nucléaires se poursuivent en dépit de l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais par un très grand nombre d'Etats.

"La Malaisie reste fermement opposée aux essais nucléaires et à la possession continue d'armes nucléaires. Elle exhorte tous les Etats dotés de telles armes à manifester une volonté plus ferme de parvenir au désarmement nucléaire et, en fin de compte, à l'élimination des armes nucléaires conformément à un calendrier précis. Elle exhorte en outre tous les Etats à participer activement aux efforts internationaux visant à

(M. Ali, Malaisie)

assurer l'élimination complète des armes nucléaires et à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires.

La délégation malaisienne a remis le texte de ce communiqué de presse au secrétariat de la Conférence en lui demandant de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel de la Conférence.

M. PALIHAKKARA (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation sri-lankaise a déjà eu l'occasion de vous féliciter de votre accession à la présidence, aussi voudrais-je saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne, de l'excellent concours qu'il a apporté à nos travaux, notamment les décisions importantes qui ont été prises concernant les questions qui intéressent directement la présente séance.

Sri Lanka a déjà exprimé toutes les inquiétudes que lui inspirent les faits intervenus récemment sur le plan de la sécurité dans son voisinage immédiat, en Asie du Sud. Nous avons le vif espoir que, en dépit des tensions qui prévalent dans la région, les membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) continueront à renforcer les mesures de coopération pratiques et significatives qu'ils ont arrêtées.

Pour que la coopération puisse exister, il faut que règnent la paix et la sécurité. Sri Lanka fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider à instaurer un climat de sécurité et de confiance dans la région et pour dissiper les multiples inquiétudes au sujet de la sécurité dans cet endroit du monde.

La sécurité de l'Asie du Sud se situe nécessairement dans un contexte. Etant donné la situation dans notre région, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire que la communauté internationale tout entière déploie des efforts réels et soutenus en vue de parvenir au désarmement nucléaire à l'échelle mondiale et, en dernière analyse, à l'élimination complète des armes nucléaires, sans quoi la paix et la sécurité resteront partout et constamment en péril.

Nous constatons avec satisfaction que l'Inde et le Pakistan, pays avec lesquels nous entretenons depuis longtemps des relations d'amitié et de compréhension, ont déclaré tous les deux qu'ils restaient attachés à la cause du désarmement nucléaire. Nous avons l'espoir que la présente séance débouchera sur l'étude des moyens de réaliser cet objectif par des travaux multilatéraux. Le fait que tous les membres de la Conférence du désarmement, y compris l'Inde et le Pakistan, ont accepté de tenir la présente séance est une manifestation significative de la volonté d'étudier d'une manière constructive les multiples dimensions des questions qui nous préoccupent et de trouver moyen de les régler.

Nous nous réjouissons du voeu de modération exprimé dernièrement tant par l'Inde que le Pakistan. De fait, cela sera indispensable pour instaurer la paix et la sécurité.

Nous avons la certitude qu'il sera possible de régler la situation grâce à la maturité politique des dirigeants indiens et pakistanais.

(M. Hayashi, Japon)

M. HAYASHI (Japon) (traduit de l'anglais) : C'est avec un vif regret que j'ai demandé la parole aujourd'hui. Il y a près de trois semaines, je suis intervenu dans les débats de la Conférence pour dire à quel point le Gouvernement et le peuple Japonais déploraient les essais effectués par l'Inde. J'ai le devoir de le faire à nouveau aujourd'hui, après les essais réalisés par le Pakistan. Le 28 mai dernier, le Secrétaire de cabinet principal du Gouvernement japonais a fait une déclaration concernant les récents essais nucléaires, que je vais reprendre ici dans les grandes lignes.

"Il est tout à fait déplorable que le Pakistan ait réalisé des essais nucléaires le 28 mai malgré les efforts sincères déployés par les membres de la communauté internationale, dont le Japon, afin d'amener le Pakistan à faire preuve de retenue.

"Les essais réalisés font fi des tentatives de la communauté internationale pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires et sont donc intolérables dans quelques circonstances qu'ils aient été effectués. Le Japon demande instamment au Pakistan de cesser immédiatement l'essai et la mise au point d'armes nucléaires. En outre, il demande de nouveau que l'Inde et le Pakistan adhèrent au TNP ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais et ne s'embarquent pas dans une dangereuse course aux armements nucléaires.

"Le Gouvernement japonais a décidé de prendre les mesures suivantes, compte tenu des principes énoncés dans sa charte de l'aide publique au développement. Premièrement, il ne sera plus accordé de subventions pour de nouveaux projets, excepté les projets communautaires et sauf s'il s'agit d'apporter des secours d'urgence ou une aide humanitaire. Deuxièmement, les prêts en yen au Pakistan pour de nouveaux projets seront également gelés. Troisièmement, le gouvernement examinera de très près les prêts accordés au Pakistan par les institutions financières internationales.

"Par ailleurs, le Japon est résolu à exercer un contrôle strict du transfert au Pakistan d'articles et de technologies ayant un rapport avec les armes de destruction massive.

A la suite du nouvel essai nucléaire effectué par le Pakistan le 30 mai, le Secrétaire principal du Gouvernement japonais a publié une déclaration dont les principaux éléments sont les suivants.

"Le Japon tient pour très grave le fait que le Pakistan ait procédé à ce nouvel essai en dépit des vives critiques que lui avaient adressées le Japon et d'autres membres de la communauté internationale au sujet de l'explosion nucléaire expérimentale effectuée le 28 mai et il s'élève avec vigueur contre ces essais.

"La reprise des essais nucléaires par le Pakistan est un acte des plus dangereux qui accroît les tensions dans la région et risque de saper les fondements du régime de non-prolifération. Le Japon ne saurait nullement acquiescer à ces actes.

(M. Hayashi, Japon)

"Le Japon exhorte le Pakistan à tenir réellement compte de l'avis de la communauté internationale, qui lui demande de mettre fin à tous essais nucléaires ainsi qu'à la mise au point d'armes nucléaires et d'adhérer au TNP ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais. "

Qu'il me soit permis de souligner que les mesures arrêtées par le Japon à la suite des essais nucléaires pakistanais correspondent à celles qui ont été prises il y a trois semaines dans le cas de l'Inde.

Nous sommes particulièrement consternés par le fait que le Pakistan a procédé à des essais malgré que le Japon ait tout fait pour le convaincre de n'en rien faire, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité mondiales. Le Premier Ministre, M. Hashimoto, a dépêché à Islamabad son envoyé spécial avec une lettre et a appelé directement le Premier Ministre pakistanais, M. Sharif, afin de lui demander de faire preuve de retenue.

Par ces contacts, le Gouvernement japonais a voulu faire clairement comprendre au Gouvernement pakistanais les répercussions des choix faits par le pays. C'est avec regret et douleur que nous avons appris que le Pakistan avait pris la mauvaise décision et que nous avons été réduits à imposer les mesures que je viens d'évoquer.

La communauté internationale est maintenant confrontée à une situation nouvelle et dangereuse en Asie du Sud du fait de la série d'essais nucléaires réalisés d'abord par l'Inde, puis le Pakistan. Sans aucun doute, les actes de provocation et de représailles dont nous avons été les témoins en trois petites semaines ont affaibli plutôt qu'ils n'ont renforcé la sécurité de tous les Etats de la région et d'ailleurs.

Les circonstances dans lesquelles se trouvent l'ensemble de la communauté internationale et en particulier les instances s'occupant des questions de désarmement n'ont jamais été aussi critiques depuis l'établissement du régime de non-prolifération nucléaire il y a près de 30 ans.

En effet, le régime à la constitution duquel nous avons tant travaillé est aujourd'hui mis à rude épreuve. Nous nous devons toutefois de le renforcer en nous opposant aux forces déchaînées par les actes commis récemment par l'Inde et le Pakistan. Qu'il me soit permis de souligner que le nombre des Etats parties au TNP sera bientôt de 187 et que ces Etats soutiennent fermement l'idée de renforcer le régime de non-prolifération : ils considèrent que la prolifération des armes nucléaires est tout simplement inacceptable. Pour parvenir à leurs fins, ces 187 nations formant un contingent de la paix doivent impérativement faire bloc, en particulier les cinq Etats parties dotés d'armes nucléaires auxquels le Traité confère des responsabilités particulières, et ne doivent ni rester passives ni croire que le TNP perdurera sans qu'elles y travaillent.

De la façon dont les 187 Etats s'y prendront pour relever le défi du maintien du régime de non-prolifération nucléaire dépendra l'issue des épisodes indien et pakistanais : ceux-ci provoqueront-ils une crise réelle où se traduiront-ils, en dernière analyse, par un régime de non-prolifération consolidé ?

(M. Hayashi, Japon)

C'est en étant conscient de ces éventualités que le Japon demande instamment à l'Inde et au Pakistan d'adhérer sans condition et sans attendre au TNP ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais et de se prêter à des négociations visant la conclusion d'une interdiction de la production de matières fissiles de qualité militaire.

En ces circonstances critiques, je veux exhorter l'Inde et le Pakistan à reconnaître les responsabilités qui sont les leurs en tant que membres de la communauté internationale et à revenir sur leurs programmes d'armement nucléaire dans l'intérêt des peuples indien et pakistanais comme dans celui des peuples du monde entier.

M. SELEBI (Afrique du Sud) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation sud-africaine vous adresse ses félicitations à l'occasion de votre accession aux fonctions de président de la Conférence du désarmement en ce moment qui revêt une importance critique pour la paix et la sécurité internationales. Je veux aussi exprimer à votre prédécesseur, l'éminent représentant et Ambassadeur de la République arabe syrienne, mes vifs remerciements pour l'excellent travail qu'il a fait.

L'Afrique du Sud s'est associée à la déclaration commune concernant les essais nucléaires réalisés par l'Inde et le Pakistan, dont l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande a donné lecture à la présente séance. Nous avons acquiescé à cette déclaration en dépit de ses faiblesses - en effet, ce texte ne nous paraît pas étudier ni souligner suffisamment l'importance que le désarmement nucléaire revêt aujourd'hui plus que jamais étant donné les événements survenus récemment, lesquels font tout simplement échec à la réalisation de notre objectif commun qui est d'éliminer les armes nucléaires. Je reviendrai sur cette question tout à l'heure.

Le Ministère sud-africain des affaires étrangères a fait plusieurs déclarations suite aux explosions nucléaires expérimentales auxquelles a procédé le Pakistan. Celle du 28 mai 1998 se lit comme suit :

"L'Afrique du Sud nourrit de vives inquiétudes au sujet des essais nucléaires effectués par le Pakistan.

"Le Gouvernement sud-africain a pris note avec une vive inquiétude des informations faisant état d'essais nucléaires réalisés ce matin par le Pakistan. L'Afrique du Sud avait lancé un appel au Pakistan pour qu'il fasse preuve de retenue à la suite des récents essais de l'Inde.

"Par principe, l'Afrique du Sud s'oppose à tous les essais nucléaires, car ils ne contribuent en rien à favoriser la paix et la sécurité mondiales. Elle estime que la sécurité réside dans un désarmement nucléaire plutôt que dans la prolifération nucléaire.

"L'Afrique du Sud exprime à nouveau l'espoir que ces essais n'entraîneront pas une course aux armements en Asie du Sud."

Celle qui a été publiée le 30 mai après la réalisation de nouveaux essais se lit comme suit :

(M. Selebi, Afrique du Sud)

"L'Afrique du Sud a pris note avec une préoccupation croissante des deux nouveaux essais nucléaires effectués par le Pakistan le 30 mai 1998.

"L'Afrique du Sud est gravement déçue par une telle initiative et réaffirme sa position bien connue, à savoir qu'elle s'oppose et continuera de s'opposer à tous les essais nucléaires indépendamment de leur source.

"L'Afrique du Sud adhère à l'opinion selon laquelle la sécurité mondiale découle d'un désarmement nucléaire et non d'une prolifération nucléaire.

"Une intensification de la course aux armements en Asie du Sud demeure pour l'Afrique du Sud un important sujet de préoccupation."

Les événements survenus en Asie du Sud et les explosions nucléaires expérimentales réalisées par l'Inde et le Pakistan ont annoncé la reprise de la course aux armements nucléaires, que la communauté internationale avait eu l'espoir de voir se terminer en même temps que s'achevait la guerre froide. Le Gouvernement sud-africain estime que, de par ces faits, la Conférence du désarmement à Genève doit encore plus impérativement s'attaquer activement et avec détermination à la question du désarmement nucléaire et de la réapparition de la course aux armements nucléaires. A son avis, la Conférence devrait à cette fin constituer un comité spécial sur le désarmement nucléaire, dont l'existence marquerait l'importance que l'instance attache à cette question. La délégation sud-africaine a présenté un projet de mandat d'un tel comité à la première séance de la présente session, projet qui se lit comme suit :

"La Conférence du désarmement décide de créer un comité spécial du désarmement nucléaire chargé, d'une part, de réfléchir aux mesures pratiques à prendre pour éliminer par des efforts systématiques et progressifs les armes nucléaires et, d'autre part, de déterminer si une ou plusieurs de ces mesures devraient être négociées dans le cadre de la Conférence et, dans l'affirmative, quand elles devraient l'être.

"Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité spécial tiendra compte des propositions et vues existantes ainsi que des initiatives qui seront prises en matière de désarmement nucléaire."

Nous sommes convaincus que cette idée est d'autant plus d'actualité étant donné les événements survenus en Asie du Sud et que la Conférence doit s'attacher à débattre des mesures pratiques qui s'imposent pour aller systématiquement et progressivement de l'avant dans l'élimination des armes nucléaires ainsi qu'à déterminer dans quelle mesure et à quel moment l'une ou l'autre de ces mesures devrait faire l'objet de négociations urgentes à la Conférence.

En conséquence, nous vous engageons, monsieur le Président, à vous employer activement et sans attendre à la constitution d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire, dans le cadre des consultations dont vous êtes chargé en vertu de la décision publiée sous la cote CD/1501 et en vous fondant sur la déclaration dont le texte a été publié sous la cote CD/1500, documents qui ont été adoptés tous les deux le 26 mars 1998. La communauté internationale attend

(M. Selebi, Afrique du Sud)

de cette conférence et de son président qu'ils agissent concrètement afin de régler cette question très importante. Vu les événements intervenus récemment, qui sont le sujet du présent débat, nous ne saurions continuer comme si de rien n'était. C'est le moment ou jamais pour les Etats dotés d'armes nucléaires de monter au créneau.

Le Gouvernement sud-africain estime en outre que la Conférence doit ouvrir sans plus attendre des négociations sur un Traité d'interdiction complète des matières fissiles de qualité militaire.

M. MARTINEZ MORCILLO (Espagne) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous saluer d'emblée et de vous adresser mes vœux de succès dans l'accomplissement de vos tâches, qui consistent à diriger les travaux de la Conférence du désarmement alors qu'elle se trouve à nouveau à un tournant. La délégation espagnole vous assure de son appui et de sa confiance. Elle a le vif espoir que la Conférence sera à même de reprendre ses travaux rapidement et avec fruit, malgré qu'elle doive maintenant fonctionner dans des circonstances internationales plus complexes. Cela devrait d'ailleurs l'inciter à juguler ces difficultés plutôt qu'à les accepter comme une complication nouvelle des problèmes auxquels se sont heurtés ses travaux dernièrement. Je tiens en outre à exprimer ma gratitude à votre prédécesseur à ce poste, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne, et à louer le travail excellent et utile qu'il a accompli.

En prenant la parole aujourd'hui, la délégation espagnole entend exprimer les très vives inquiétudes que lui inspire, en Asie du Sud, la répétition d'actes qui ajoutent encore aux tensions dans cette région et créent un foyer de conflit susceptible de mettre en péril la paix mondiale. Ces actes vont à tout le moins accroître les difficultés auxquelles se heurte la communauté internationale pour régler par le dialogue et des moyens pacifiques les causes sous-jacentes des conflits qui existent déjà dans cette région. Le Gouvernement espagnol suit avec la plus grande attention l'évolution d'une situation qui ne cesse de s'aggraver. La réaction des autorités espagnoles rejoint de nouveau celle qui a été exprimée dans la déclaration faite par la présidence de l'Union européenne au moment de la réalisation de nouveaux essais nucléaires par le Pakistan. La délégation espagnole s'associe elle aussi à la déclaration que vient de lire l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande et l'appuie quant au fond.

L'Espagne, qui a déploré profondément les essais nucléaires effectués récemment par l'Inde, se voit à nouveau obligée d'exprimer les mêmes sentiments au sujet de l'escalade des tensions qu'ont provoquée les essais réalisés ensuite par le Pakistan. La délégation espagnole tient à dire qu'elle condamne résolument ces actes répétés qui sont contraires à la volonté clairement exprimée de la communauté internationale concernant la non-prolifération d'armes de destruction massive et qui présentent une très grave menace pour la paix et la sécurité à l'échelon régional et à l'échelle mondiale. Du fait de cette situation, il est d'autant plus impératif que l'Inde et le Pakistan adhèrent rapidement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et fassent eux aussi le nécessaire pour qu'entre en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'Espagne les y engage instamment. Elle exhorte aussi bien l'Inde et le Pakistan ainsi que les autres Etats de la région à s'abstenir de tous nouveaux actes susceptibles d'accroître les tensions déjà

(M. Martinez Morcillo, Espagne)

existantes. Il s'agit pour eux d'ouvrir le dialogue et, tout en instaurant la confiance et en évitant l'affrontement, de chercher à régler les problèmes qui ont suscité des conflits dans cette région, qui sont aujourd'hui exacerbés et qui risquent de s'aggraver encore à l'avenir.

La délégation espagnole tient à dire encore une fois qu'elle appuie pleinement l'ouverture à la Conférence du désarmement, dès que possible, de négociations relatives à un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles de qualité militaire. Elle a toujours été favorable à cette formule et continue de croire que ces négociations s'imposent et constituent l'étape qui doit logiquement suivre la conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

M. PEETERS (Belgique) : Monsieur le Président, permettez-moi, avant tout, de vous adresser mes plus vives félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous assurer de l'appui total de ma délégation pendant la durée de votre mandat.

C'est à nouveau avec regret que je dois prendre la parole aujourd'hui. Dans notre intervention du 14 mai, suite aux essais nucléaires effectués par l'Inde, nous avons fait part à la Conférence du désarmement de notre consternation et de notre déception. La Belgique est profondément déçue que le Pakistan ait décidé, à un moment critique, de procéder à des essais nucléaires souterrains et n'ait pas répondu à l'appel lancé par la communauté internationale afin qu'il renonce à de tels essais. Les essais nucléaires pakistanais mettent en danger une stabilité et une sécurité déjà précaires dans la région et augmentent les risques d'une escalade supplémentaire qui pourrait avoir de graves conséquences tant économiques que politiques.

Par conséquent, la Belgique lance un appel urgent à l'Inde et au Pakistan pour qu'ils entament un dialogue afin de rétablir la sécurité dans la région. La Belgique renouvelle son appel du 14 mai dernier devant cette conférence et en appelle tant au Gouvernement indien qu'au Gouvernement pakistanais pour que leurs pays adhèrent dans les plus brefs délais au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'adhésion de ces deux pays aux deux traités susmentionnés serait une contribution majeure à l'apaisement de la région.

Mon pays lance également un appel pressant pour que cette conférence entame sans tarder des négociations de fond sur un traité interdisant la production de matières fissiles.

M. JAKUBOWSKI (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, tout d'abord, de vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Il n'est pas donné à tous les représentants de présider aux destinées du meilleur cercle de Genève à quelque moment de leur tour de service. Vous avez le privilège rare et enviable d'en diriger les travaux au moment même où vous prenez vos fonctions, alors que se dessinent des menaces à la paix mondiale. J'ai la certitude que la Conférence ne pourra que bénéficier de votre enthousiasme, de votre expérience et de la fraîcheur avec laquelle vous concevrez les objectifs en matière de désarmement. En tant que représentant de

(M. Jakubowski, Pologne)

la Turquie, pays avec lequel la Pologne entretient depuis longtemps des relations, vous pourrez compter sur mon appui et ma coopération ainsi que ceux de ma délégation.

Je tiens à rendre hommage à vos prédécesseurs, les éminents représentants de la Suède, de la Suisse et de la République arabe syrienne, et à louer les efforts inlassables et fructueux qu'ils ont déployés afin de lancer les travaux de l'instance dans une voie constructive et productive. Je veux aussi saluer l'éminent Secrétaire général de la Conférence, S. E. M. Vladimir Petrovsky, et son adjoint, M. Abdelkader Bensmail.

La Pologne se fait l'écho des éloges avec lesquels a été accueillie la déclaration lue par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande. Elle s'y est associée avec satisfaction.

Je veux donner lecture, dans une traduction officieuse, d'une déclaration faite jeudi dernier 28 mai 1998 par le Ministère polonais des affaires étrangères au sujet des explosions nucléaires souterraines expérimentales réalisées par le Pakistan :

"La Pologne a pris note avec une vive inquiétude des essais nucléaires souterrains effectués par le Pakistan. Nous déplorons profondément l'aggravation de la situation dans la région d'Asie du Sud, qui peut avoir des incidences extrêmement sérieuses sur la sécurité internationale. La Pologne est résolument opposée à l'escalade actuelle de la course aux armements, qui comporte des effets incalculables pour cette sécurité.

"Nous sommes fermement convaincus que la solution de tous les cas de tensions et de conflits régionaux devrait être recherchée par le biais du dialogue et de négociations bilatérales et plurilatérales, en prenant dûment en considération la sécurité internationale et le droit légitime des membres de la communauté internationale de coexister dans la paix.

"La Pologne en appelle aux deux Etats d'Asie du Sud concernés, et, ayant à l'esprit la déclaration du Président du Conseil de sécurité, engage le Pakistan et l'Inde à s'abstenir de réaliser de nouveaux essais et à adhérer sans tarder au Traité d'interdiction complète des essais."

Je demande que le texte de la déclaration faite par le Ministère polonais des affaires étrangères soit publié comme document officiel de la Conférence du désarmement.

M. MAIMESKUL (Ukraine) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis d'emblée de vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence à ce moment critique de son histoire, qui pourrait fort bien avoir de graves répercussions sur les affaires de désarmement et la sécurité internationale. La délégation ukrainienne, qui est membre de la "troïka" présidentielle, est disposée à partager la responsabilité de l'accomplissement de cette tâche difficile qui est de faciliter le dialogue sur le point 1 de l'ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

(M. Maimeskul, Ukraine)

Je serai bref. J'ai demandé la parole afin de confirmer que l'Ukraine s'associe pleinement à la déclaration commune lue par l'éminent Ambassadeur de Nouvelle-Zélande au nom de plusieurs pays, dont l'Ukraine. Par ailleurs, le Ministère ukrainien des affaires étrangères a exprimé la position de notre pays au sujet des essais nucléaires pakistanais dans une déclaration publiée le 28 mai 1998. Cette position est la suivante :

"Comme elle l'a fait après les essais nucléaires réalisés par l'Inde, l'Ukraine condamne les essais effectués par le Pakistan et engage ces deux pays à faire preuve de retenue et d'un sens des responsabilités dans leurs relations bilatérales, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité en Asie du Sud et dans le monde entier."

Nous avons déjà demandé au secrétariat d'enregistrer le texte de cette déclaration comme document officiel de la Conférence du désarmement.

M. CAMPBELL (Australie) (traduit de l'anglais) : Il y a une quinzaine de jours, l'Australie a pris la parole dans cette instance pour dire qu'elle était résolument opposée à l'idée qu'un Etat quelconque puisse procéder à des essais nucléaires de quelque nature que ce soit et qu'elle condamnait les essais nucléaires réalisés par l'Inde, dont les actes la décevaient profondément.

En l'occurrence, le Gouvernement australien a agi avec détermination et sans perdre de temps : il a exprimé ses inquiétudes au sujet des actes du Gouvernement indien, il a annoncé un train de mesures que l'Australie avait arrêtées pour réagir à ces actes et il a envoyé à d'autres pays susceptibles eux aussi d'avoir des aspirations dans le domaine nucléaire un message dans lequel il exposait les conséquences desdits actes.

Les événements survenus ensuite en Asie du Sud sont réellement alarmants. Le Gouvernement australien condamne énergiquement les essais nucléaires effectués par le Pakistan. Ceux-ci ont été réalisés malgré que la communauté internationale ait condamné très clairement les essais auxquels avait procédé l'Inde et en dépit des appels à la retenue qui avaient été lancés par l'Australie et d'autres pays.

La décision qu'a prise le Pakistan de ne faire aucun cas des incidences inéluctables de ses actes sur la sécurité mondiale et régionale montre bien que le désir professé par ce pays de mettre fin à l'ère des armes nucléaires, tout comme celui du Gouvernement indien, n'est qu'une supercherie.

Une course aux armements nucléaires en Asie du Sud aura pour seul effet d'exacerber les tensions régionales existantes et aura inmanquablement des incidences graves sur les arrangements en matière de sécurité mondiale. Il faut que cessent immédiatement de tels essais qui menacent directement l'autorité et l'existence même du régime international de non-prolifération des armes nucléaires.

Les essais nucléaires réalisés en Asie du Sud et l'urgente nécessité de remédier au préjudice qu'ils pourraient porter au régime international de non-prolifération nucléaire, comme à la paix et à la sécurité régionales et internationales, font qu'il est d'autant plus urgent et opportun d'ouvrir des

(M. Campbell, Australiè)

négociations sur un Traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles de qualité militaire. Pour l'Australie et d'autres pays ayant directement intérêt à atténuer les tensions qui règnent en Asie du Sud de même que les pressions qui s'y exercent en faveur de la prolifération, un tel Traité ménagerait la possibilité de parvenir à une certaine transparence en ce qui concerne les capacités nucléaires et les intentions de l'Inde et du Pakistan, transparence qui accroîtrait la confiance entre ces deux Etats et rassurerait d'autres pays entrant dans la même zone stratégique.

Ainsi qu'il est dit dans la déclaration lue au début de la présente séance plénière par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. Pearson - déclaration à laquelle l'Australie s'associe sans réserve -, nous engageons instamment l'Inde et le Pakistan à signer et à ratifier sans condition le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à participer à des négociations, dans cette conférence, en vue de conclure un Traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles.

La communauté internationale se doit de réagir avec force et concrètement aux actes de l'Inde et du Pakistan. J'ai évoqué, lors de mon intervention du 14 mai, les mesures que nous avons prises suite aux essais réalisés par l'Inde.

L'Australie a décidé le 29 mai de prendre à l'échelon bilatéral les mesures qui suivent, suite à l'essai effectué par le Pakistan : le Haut Commissaire australien à Islamabad sera rappelé pour des consultations; les échanges bilatéraux concernant la défense seront interrompus; il en ira de même de l'aide autre qu'humanitaire; les visites de ministres et de hauts fonctionnaires seront suspendues; il sera mis fin à la visite de la délégation parlementaire pakistanaise en Australie au moment des essais.

Je m'emploierai aussi à demander la distribution, comme document officiel de la Conférence, des déclarations officielles faites par le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères de mon pays au sujet des essais nucléaires réalisés par le Pakistan.

Enfin, je tiens à répéter que l'Australie condamne la ligne d'action peu judicieuse pour laquelle ont opté l'Inde et le Pakistan, ligne d'action qui la déçoit profondément. Nous exhortons ces pays à mettre fin aux essais et à s'abstenir de commettre de nouveaux actes déstabilisateurs, que seraient notamment la mise au point et l'essai de vecteurs d'armes nucléaires. Nous engageons les autres Etats à continuer d'encourager avec vigueur l'Inde et le Pakistan à accepter le régime international de non-prolifération nucléaire et à s'employer à réaliser l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.

M. LI (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, la délégation chinoise tient à vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence - elle est sûre que, sous votre direction, les travaux de l'instance avanceront sans heurts. La délégation chinoise vous apportera toute sa coopération. Elle tient en outre à rendre hommage à votre prédécesseur, l'éminent ambassadeur de la République arabe syrienne, qui a fait un excellent travail.

(M. Li, Chine)

La délégation chinoise s'associe à la déclaration faite à la présente séance au nom d'un certain nombre de membres de la Conférence. Elle souscrit à la plupart des points soulevés, mais a néanmoins certaines réserves à formuler. Concrètement, nous estimons, entre autres, que les pays mis en cause devraient non seulement signer immédiatement et sans condition le Traité d'interdiction complète des essais, mais encore adhérer sans réserve au TNP. La Chine a toujours préconisé l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires; elle reste opposée à toutes formes de prolifération nucléaire. Elle ne peut donc que déplorer profondément les essais nucléaires réalisés en Asie du Sud, encore que le Pakistan y ait effectué les siens en guise de riposte à ceux auxquels avait procédé l'Inde.

La situation grave qui règne en Asie du Sud du fait de ces explosions nucléaires expérimentales inquiète vivement et préoccupe profondément la Chine. Ces faits battent en brèche les efforts déployés par la communauté internationale en vue d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et d'interdire les essais nucléaires, outre qu'ils ont rendu encore plus instable et périlleuse une situation déjà complexe et difficile dans la région considérée. Ils risquent aussi d'avoir des répercussions sur la paix et la sécurité mondiales, ce que nous voudrions éviter à tout prix.

Le monde entier en est témoin : la situation qui règne aujourd'hui en Asie du Sud résulte des actes commis par l'Inde. Faisant fi de l'opinion mondiale, ce pays a pris l'initiative de procéder sous nos yeux à des essais nucléaires et a déclenché une course aux explosions expérimentales, dont elle porte inéluctablement la responsabilité principale.

Nous exhortons les pays de l'Asie du Sud à faire preuve de retenue autant que possible, à s'abstenir de tous nouveaux actes susceptibles d'aggraver la situation, à s'engager à ne plus effectuer d'essais nucléaires, à renoncer à leur programme de mise au point d'armes nucléaires, enfin, à signer le Traité d'interdiction complète des essais et à adhérer au TNP immédiatement et sans condition. Nous encourageons vivement les pays considérés, dans leur propre intérêt à long terme et dans celui de la paix et de la sécurité régionales et mondiales, à examiner et négocier un règlement de leurs différends et conflits, de manière à atténuer les tensions et l'affrontement en Asie du Sud ainsi qu'à rétablir et maintenir la stabilité dans cette région.

M. LEFER (Brésil) (traduit de l'anglais : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole sous votre direction, je veux vous exprimer mes plus vives félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence et vous assurer de mon entière coopération, ainsi que de celle de ma délégation, dans l'accomplissement de vos tâches, ce que faciliteront sans aucun doute vos talents et votre expérience de diplomate. Qu'il me soit permis de rendre hommage à la persévérance de vos prédécesseurs et aux résultats qu'ils ont enregistrés.

Les 28 et 30 mai 1998, le Gouvernement brésilien a publié des communiqués dans lesquels il a déploré la décision qu'avait prise le Gouvernement pakistanais de procéder à des essais nucléaires, décision qui lui inspirait les plus vives inquiétudes. A ces deux occasions, le Brésil s'est à nouveau déclaré convaincu que de tels essais mettaient en péril le régime de non-prolifération

(M. Lefer, Brésil)

nucléaire. Il a exhorté le Pakistan et l'Inde à adhérer au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et, inquiet de l'éventualité d'une course aux armements nucléaires dans la région considérée, a lancé un appel aux deux pays afin qu'ils fassent preuve de retenue autant que possible. Le gouvernement a encore réaffirmé sa conviction inébranlable que la paix et le développement passaient obligatoirement par la coopération et l'intégration et il a exprimé l'avis que les événements survenus en Asie du Sud faisaient ressortir la nécessité urgente d'adopter des mesures en vue d'éliminer les armes nucléaires.

Comme bien d'autres pays, le Brésil a souscrit à la déclaration dont le représentant de la Nouvelle-Zélande a donné lecture à la présente séance. Il l'a fait pour mieux souligner encore les inquiétudes politiques que lui inspire la situation dangereuse qui résulte des essais nucléaires réalisés en Asie du Sud et en dépit du fait que les auteurs de la déclaration n'insistent guère sur la question du désarmement nucléaire mondial, à laquelle la délégation brésilienne accorde la plus haute priorité.

Le Brésil est convaincu que la renonciation à la mise au point et à la détention d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ainsi que le passage à une pleine transparence constituent le meilleur moyen de garantir la paix et la sécurité régionales et mondiales. La voie suivie et les résultats enregistrés par le Brésil et l'Argentine à cet égard sont suffisamment parlants.

Les essais nucléaires réalisés en Asie du Sud ont un impact et une signification politiques énormes - de fait, nul n'en connaît encore toutes les incidences à l'échelle mondiale. Il a été possible jusqu'ici, du fait de considérations liées à l'évaluation des risques et à la modération, d'éviter l'holocauste nucléaire, bien que de justesse, et de préserver la cohésion du régime mondial de non-prolifération nucléaire, malgré les déséquilibres inhérents à ce régime et les questions que soulevait l'existence d'armes nucléaires, après tant d'années. Les événements de ces dernières semaines ont mis à l'épreuve cette cohésion, en projetant au plan international plus large la logique spécifique des tensions régionales. A l'évidence, les attitudes doivent changer face à cette situation nouvelle.

A cet égard, le Brésil souligne encore une fois que tous les Etats dotés d'armes nucléaires doivent prendre clairement et sans ambiguïté l'engagement contraignant de mener un programme par étapes en vue de réaliser l'objectif de l'élimination complète de ces armes, car c'est là le meilleur moyen d'empêcher la prolifération nucléaire. Nous insistons sur le fait qu'il est opportun et urgent que la Conférence ouvre de réelles négociations en vue de la réalisation de tels objectifs et engageons donc tous les membres de l'instance à permettre que celle-ci puisse commencer immédiatement des travaux de fond relatifs au point 1 de l'ordre du jour.

M. de ICAZA (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole depuis que vous avez accédé à la présidence, je tiens à vous adresser mes félicitations à cette occasion et à vous assurer de ma coopération dans l'accomplissement de vos tâches importantes. En outre, je veux exprimer la gratitude de la délégation mexicaine à vos prédécesseurs, les Ambassadeurs de Suède, de Suisse et de la République

(M. de Icaza, Mexique)

arabe syrienne, grâce aux efforts inlassables desquels nous sommes parvenus à nous entendre sur un programme de travail.

La délégation mexicaine s'est associée à la déclaration faite aujourd'hui par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande au nom de plusieurs délégations. En effet, elle partage les inquiétudes qui y sont exprimées, encore qu'elle eût préféré que l'accent soit mis sur la nécessité d'entreprendre, à un échelon universel et multilatéral, des mesures concrètes susceptibles de rétablir l'autorité et l'efficacité du régime international de non-prolifération nucléaire. Parmi ces mesures figure la constitution urgente d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire à la Conférence.

J'ai demandé que soit distribué comme document officiel de cette instance le texte d'un communiqué fait par le Gouvernement mexicain le 28 mai 1998 et qui se lit comme suit :

"Le Gouvernement mexicain condamne et déplore les essais d'armes nucléaires réalisés aujourd'hui par le Gouvernement pakistanais et se déclare extrêmement préoccupé par la course aux armements nucléaires qui commence dans le sud de l'Asie.

"La réalisation d'essais d'armes nucléaires ébranle et met en danger le régime international de non-prolifération de ces armes, alors que celui-ci est indispensable au maintien de la paix et de la sécurité mondiales. En effet, le risque que ces armes soient utilisées s'accroît d'autant plus que celles-ci se propagent, s'accumulent et se perfectionnent sur le plan technique. Il faut éviter à tout prix l'utilisation de telles armes, non seulement à cause des dévastations permanentes et catastrophiques qu'elles causeraient sans discrimination, mais aussi parce que cela entraînerait les autres Etats détenteurs d'armes nucléaires dans un conflit dont l'escalade menacerait la survie même de l'humanité.

"Un régime efficace de non-prolifération des armes nucléaires doit nécessairement aboutir au désarmement nucléaire. Or l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires est impossible dans le cadre de la prolifération de ces armes sous quelque forme que ce soit.

"Le Mexique lance un appel à l'Inde et au Pakistan pour qu'ils mettent immédiatement fin à leurs essais d'armes nucléaires ainsi qu'à la mise au point et à l'accumulation de lanceurs, qui attisent les tensions dans la région, augmentent l'insécurité internationale et entravent les efforts destinés à réduire la menace que représentent les armes nucléaires.

"De même, le Mexique lance un appel à tous les Etats pour qu'ils cessent immédiatement de participer, sous une forme ou une autre, à la prolifération des armes nucléaires et pour qu'ils engagent sans délai des négociations visant à prendre l'engagement absolu et contraignant d'éliminer totalement ces armes, et ce dans le cadre d'un vaste programme échelonné dans le temps destiné à réduire progressivement les arsenaux

(M. de Icaza, Mexique)

nucléaires et leurs systèmes de lancement et devant aboutir à leur élimination définitive dans des délais déterminés."

M. SKOGMO (Norvège) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter, moi aussi, de votre accession à la présidence et de vous assurer du plein appui de la délégation norvégienne. Celle-ci tient aussi à dire qu'elle s'associe sans réserve à la déclaration faite à la présente séance par l'éminent représentant de la Nouvelle-Zélande.

La Norvège condamne les essais nucléaires réalisés par le Pakistan. Le Gouvernement norvégien avait espéré que le Pakistan ferait preuve d'une modération constructive et s'abstiendrait de suivre l'exemple inacceptable de l'Inde. La décision qu'a prise le Pakistan de montrer sa force en réponse aux essais indiens constitue un revers très grave pour les efforts déployés par la communauté internationale en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires.

La Norvège a réagi avec force aux essais nucléaires réalisés par l'Inde. Elle a condamné ces essais et mis fin à l'aide au développement dont bénéficiait ce pays. Elle en fera de même dans le cas du Pakistan.

La Norvège encourage instamment le Pakistan et l'Inde à oeuvrer de concert afin d'assurer un retour à la stabilité dans la région, à cesser tous essais nucléaires, ainsi qu'à signer et ratifier sans condition et sans plus attendre le TNP et le Traité d'interdiction complète des essais. Les problèmes auxquels la région est confrontée sur le plan de la sécurité ne pourront être réglés sans que s'instaure un dialogue pacifique et que des mesures soient adoptées en vue de renforcer la non-prolifération nucléaire.

Aucun pays ne trouvera dans la détention d'armes nucléaires ou l'emploi ou la menace de ces armes la solution aux difficultés et problèmes auxquels il se heurte dans ses relations politiques avec d'autres pays. Il s'agit bien plutôt de créer sur le plan de la sécurité des conditions dans lesquelles la dissuasion nucléaire deviendra obsolète ou inutile. L'Inde et le Pakistan devraient prendre l'initiative de mesures axées sur la réalisation de cet objectif, plutôt que de rivaliser pour la première place dans une course aux armements nucléaires à l'échelon régional. Il nous incombe à tous de faire en sorte que se poursuivent les efforts déployés en vue d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et d'en réduire le rôle dans la politique internationale.

Mme BOURGOIS (France) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous adresser, à mon tour, mes sincères félicitations pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et, aussi, de vous dire la confiance que mon pays place en vous et en votre pays quant à l'exercice de ces responsabilités.

La France, qui s'associe pleinement à la déclaration présentée aujourd'hui par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande, souhaite rappeler qu'à l'annonce des essais pakistanais des 28 et 30 mai elle a exprimé sans ambiguïté sa réaction. Elle a ainsi regretté que le Pakistan n'ait pas tenu compte des appels à la retenue qui lui avaient été adressés. Elle a déploré et condamné ces essais, qui vont à contre-courant des efforts mondiaux contre la prolifération nucléaire et

(Mme Bourgois, France)

de la très large adhésion de la communauté internationale au Traité d'interdiction complète des essais.

En portant ce jugement et en condamnant ainsi tant les essais de l'Inde que ceux du Pakistan, la France garde en mémoire la succession d'événements qui a abouti à la situation présente.

Ces faits profondément regrettables conduisent ma délégation à insister maintenant, dans cette enceinte, pour que l'Inde et le Pakistan annoncent clairement leur renonciation définitive aux essais nucléaires. La France renouvelle également son appel au Pakistan et à l'Inde afin qu'ils signent sans délai et sans condition le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et participent à la négociation, à la Conférence du désarmement, d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armes nucléaires. Ce faisant, elle réitère son attachement aux principes et dispositions du régime de non-prolifération nucléaire.

M. GREY (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis heureux de vous voir présider nos travaux, vous qui êtes le représentant d'un allié proche, la Turquie, et je tiens à vous assurer du plein appui de ma délégation pendant votre mandat.

J'ai demandé la parole aujourd'hui afin d'évoquer la situation grave qu'a créée sur le plan de la sécurité internationale la série d'essais d'armes nucléaires effectués par l'Inde, puis par le Pakistan. A cet égard, je rappelle l'intervention que j'ai faite le 13 mai au sujet des essais nucléaires indiens et au cours de laquelle j'ai évoqué les observations du Président Clinton, reproduites dans le document CD/1505. La délégation des Etats-Unis s'associe elle aussi à la déclaration faite aujourd'hui par l'éminent représentant de la Nouvelle-Zélande au nom d'un certain nombre d'Etats.

Le Président Clinton a abordé la question des essais nucléaires pakistanais à deux occasions, soit lors de chacune des séries d'essais réalisées par ce pays. Je voudrais vous faire part de ces observations.

Le 28 mai, le Président Clinton s'est exprimé en ces termes :

"Je voudrais tout d'abord faire une brève déclaration concernant l'essai nucléaire que le Gouvernement pakistanais a fait réaliser ce matin parce que c'est pour moi la seule possibilité de communiquer avec les médias et le peuple américain sur cette question.

"Premièrement, je déplore la décision qui a été prise. En ne faisant pas preuve de retenue et en répliquant à l'essai indien, le Pakistan a perdu une occasion véritablement inestimable de renforcer sa propre sécurité et d'améliorer sa position politique aux yeux du monde.

"Le Pakistan n'a pas été le premier à faire des essais mais une faute ne peut en justifier une autre. J'ai clairement expliqué aux dirigeants pakistanais que nous n'avions pas d'autres choix que d'imposer des sanctions conformément à l'amendement Glenn, ainsi que le veut la loi.

(M. Grey, Etats-Unis d'Amérique)

"Je veux maintenant dire à nouveau ceci. Il est maintenant encore plus urgent qu'hier que tant le Pakistan que l'Inde renoncent à effectuer de nouveaux essais, signent le Traité d'interdiction complète des essais et prennent des mesures décisives pour réduire les tensions en Asie du Sud et inverser la dangereuse course aux armements.

"Je ne peux pas croire que nous puissions bientôt entrer dans le XXIIe siècle avec un sous-continent indien répétant les pires erreurs du XXe siècle alors que nous savons que cela n'est pas nécessaire pour la paix, la sécurité, la prospérité, la grandeur nationale ou l'épanouissement personnel. J'espère que les efforts déterminés des Etats-Unis et de nos alliés permettront d'aider les parties, lesquelles doivent elles-mêmes décider de la façon de définir leur avenir, d'atténuer les tensions et d'éviter de nouvelles erreurs."

Le même jour, le porte-parole de la Maison Blanche, Mike McCurry, a reconnu que le Premier Ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, avait fait part au Président Clinton "en toute franchise" des pressions et des difficultés dont était assortie la décision de procéder ou non à des essais. Toujours selon M. McCurry, l'Inde, en revanche, avait dissimulé aux Etats-Unis ses véritables projets en matière d'essais nucléaires.

Le 30 mai, après les nouveaux essais réalisés par le Pakistan, le Président Clinton a fait la déclaration suivante :

"Les Etats-Unis condamnent la deuxième série d'essais nucléaires effectués aujourd'hui par le Pakistan. Ces essais ne peuvent qu'accroître les tensions dans une région déjà instable. Avec leurs récents essais, le Pakistan et l'Inde contribuent à un cycle d'escalade qui est voué à l'échec et qui ne renforcera la sécurité ni de l'un ni de l'autre. Tant l'Inde que le Pakistan doivent renoncer immédiatement à effectuer de nouveaux essais d'armes nucléaires et de missiles et prendre des mesures décisives pour inverser cette dangereuse course aux armements.

"Je continuerai à collaborer avec les dirigeants dans l'ensemble de la communauté internationale pour réduire les tensions en Asie du Sud et préserver le consensus mondial sur la non-prolifération.

"J'appelle l'Inde et le Pakistan à reprendre leur dialogue direct, à signer immédiatement et sans condition le Traité d'interdiction complète des essais, à inverser la course aux armements et, enfin, à se joindre au consensus international manifeste en faveur de la non-prolifération."

Enfin, le 30 mai encore, le Président a pris la décision No 98-25 relative aux sanctions à prendre contre le Pakistan après l'explosion d'un dispositif nucléaire. Cette décision, qui s'adresse au Secrétaire d'Etat, se lit comme suit :

"Conformément à l'article 102 b) 1) de la loi sur le contrôle des exportations d'armes, je note par les présentes qu'un Etat non doté d'armes nucléaires - le Pakistan - a fait exploser un dispositif nucléaire le 28 mai 1998. En conséquence, les organismes et institutions des

(M. Grey, Etats-Unis d'Amérique)

Etats-Unis prendront les mesures nécessaires pour imposer les sanctions prévues à l'article 102 b) 2) de cette loi.

"Je vous habilite et vous charge par les présentes de transmettre cette décision aux commissions appropriées du Congrès et de faire le nécessaire pour qu'elle soit publiée dans le Registre fédéral."

Ces déclarations se passent d'explications. Je demande que le texte des observations faites par le Président Clinton et de la décision qu'il a prise soit distribué comme document officiel de la Conférence du désarmement.

M. ZIMONYI (Hongrie) (traduit de l'anglais) : l'Ambassadeur de Hongrie m'a prié de faire la déclaration qui suit.

Monsieur le Président, qu'il me soit permis, à mon tour, de vous féliciter au nom de ma délégation à l'occasion de votre accession à la présidence et de vous assurer de la pleine coopération et de l'appui sans réserve de la délégation hongroise. Nous sommes heureux de vous voir à ce poste, vous qui êtes le représentant d'un pays avec lequel la Hongrie entretient traditionnellement d'étroites relations d'amitié. Nous tenons aussi à exprimer notre gratitude à l'Ambassadeur de la République arabe syrienne pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé les travaux de cette conférence pendant son mandat.

J'ai demandé la parole afin d'associer pleinement la délégation hongroise à la déclaration faite à la présente séance par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. Pearson, ainsi que pour appeler votre attention sur une déclaration du Ministère hongrois des affaires étrangères au sujet des explosions nucléaires expérimentales réalisées par le Pakistan. Les autorités hongroises ont réagi immédiatement à ces événements comme elles l'ont fait dans le cas des essais indiens. Cette déclaration, qui a été publiée le 28 mai, se lit comme suit :

Le Gouvernement hongrois a appris avec regret qu'après les essais nucléaires effectués à des fins militaires par l'Inde les 11 et 13 mai 1998 le Pakistan, à son tour, a procédé à des essais analogues le 28 mai, malgré les avertissements répétés de la communauté internationale. Le Gouvernement hongrois craint toujours plus que les actes de l'Inde et du Pakistan ne provoquent un armement nucléaire de la région et n'empêche la pleine application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Il estime que la paix et la stabilité dans l'Asie du Sud, qui ont été gravement mis en péril par ces actes, doivent être maintenues à tout prix.

Comme la Hongrie est associée à l'Union européenne, le Gouvernement hongrois entrera en consultation avec la présidence de l'Union et les Etats membres de cette dernière au sujet de la situation et des mesures qui pourraient être encore prises.

M. ZAHARAN (Egypte) (traduit de l'arabe) : Monsieur le Président, je tiens, au nom de la délégation égyptienne, à vous encourager à poursuivre les efforts que vous déployez en vue de relancer les travaux de la Conférence du désarmement, particulièrement en ce qui concerne la question prioritaire du

(M. Zahran, Egypte)

désarmement nucléaire. Les événements intervenus récemment ont montré toute l'importance du message que contenait la déclaration faite par mes soins au nom de la délégation égyptienne à la dernière séance, le 28 mai, à savoir que le régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires était mis à l'épreuve et qu'il nous fallait prendre des mesures sérieuses pour en rétablir l'autorité en l'appliquant à l'échelle mondiale et d'une manière juste aussi bien qu'impartiale.

J'ai demandé la parole aujourd'hui pour faire quelques observations au sujet de la déclaration dont a donné lecture à la présente séance l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande au nom de l'Australie et d'autres Etats membres de la Conférence. La délégation égyptienne partage entièrement la position prise dans cette déclaration - la condamnation de tous essais nucléaires - et considère que les événements évoqués sont contraires au consensus intervenu au plan international touchant l'interdiction des essais d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Cela dit, nous estimons que la communauté internationale ne peut pas se contenter d'exiger de l'Inde et du Pakistan, seulement, qu'ils signent et ratifient immédiatement et sans condition le Traité d'interdiction complète des essais et qu'ils adhèrent au TNP, en raison des essais nucléaires auxquels ils ont procédé dernièrement : elle doit aussi bien exiger cela de tous les pays qui n'ont pas adhéré à ces deux Traités et en particulier de ceux qui possèdent des capacités nucléaires - d'Israël, pour être plus précis, qui devrait sans plus attendre adhérer au TNP et soumettre toutes ses installations nucléaires au régime des garanties intégrales de l'AIEA, pour faire en sorte que la région du Moyen-Orient ne soit pas exposée aux dangers inhérents aux essais nucléaires ou au risque d'une catastrophe nucléaire. En particulier, le cinquième alinéa de la déclaration à laquelle je me réfère demande à l'Inde et au Pakistan d'adhérer sans attendre au TNP. C'est là une démarche sélective et erronée : si ces deux pays adhèrent au TNP, celui-ci deviendra-t-il universel et la menace présentée par l'arsenal nucléaire que l'on impute à Israël sera-t-elle dissipée ? Ces questions méritent réponse.

En réalité, les essais nucléaires sont des faits graves qui affectent et menacent l'autorité du TNP et du régime de non-prolifération international, aussi faut-il renoncer à toute indulgence à cet égard. Toutefois, le noeud du problème réside dans l'interdiction de la prolifération des armes nucléaires et le désarmement nucléaire. Le fait même de posséder des armes nucléaires et d'en livrer à des pays autres que les cinq Etats dotés d'armes nucléaires reconnus constitue l'une des principales menaces auxquelles est confrontée l'humanité : les auteurs de la déclaration que je viens d'évoquer n'auraient pas dû passer sous silence ce fait, car ceux dont on sait qu'ils possèdent les technologies de pointe nécessaires pour procéder à des essais, y compris à des essais d'armes nucléaires par simulation, ne devraient en aucune façon être dégagés de leur responsabilité, car de tels essais concourent à la prolifération verticale des armes nucléaires. En conséquence, nous réaffirmons la nécessité de constituer immédiatement, à la Conférence du désarmement, un comité spécial sur le désarmement nucléaire, qui serait chargé d'ouvrir les négociations sur un programme d'élimination des armes nucléaires par étapes et sur un Traité interdisant la production de matières fissiles susceptibles de servir à la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément au mandat proposé par la délégation égyptienne, car il y va de l'autorité du TNP et de l'efficacité de cet instrument. Enfin, il y a lieu de souligner que les

(M. Zahran, Egypte)

tentatives faites pour contourner les principes de la non-prolifération nucléaire ou les appliquer sélectivement auront de graves conséquences.

Je tiens à faire ressortir tout particulièrement la nécessité de ne ménager aucun effort pour exécuter l'engagement pris à la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995 dans la résolution sur le Moyen-Orient, touchant la constitution d'une zone exempte d'armes nucléaires dans cette région, conçue comme une mesure indispensable en vue de la création d'une zone exempte de toutes armes de destruction massive dans cette partie du monde, conformément à la proposition faite par le Président Mubarak en 1990. L'intransigeance manifestée récemment par d'aucuns au Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP prévu pour l'an 2000 est l'un des facteurs qui menacent tout le régime de non-prolifération.

M. BALBONI ACQUA (Italie) : Monsieur le Président, à l'occasion de ma première intervention sous votre direction, j'aimerais vous féliciter à titre personnel et au nom de ma délégation, de votre accession à la présidence. Je suis très heureux de vous voir diriger cette assemblée en qualité de représentant d'un pays avec lequel l'Italie a, depuis des siècles, d'étroits liens d'amitié. Je suis certain que le prestige et le rôle internationaux de votre pays, associés à vos capacités reconnues, seront utilement mis à profit pour conduire avec succès notre travail, particulièrement dans les circonstances actuelles.

La délégation italienne partage et soutient pleinement les positions exprimées par l'Union européenne. Elle désire souligner certains points. Deux semaines seulement après que nous avons pris la parole à la suite des essais nucléaires indiens, nous nous retrouvons encore une fois pour réagir à des essais similaires, réalisés cette fois par un autre Etat de la région, le Pakistan. C'est avec un profond regret et une grande préoccupation que l'Italie a appris la décision du Gouvernement pakistanais de s'engager dans la déplorable spirale de la course aux armements nucléaires et cela malgré les appels à la modération qui lui ont été adressés par la communauté internationale.

Les essais nucléaires défient les efforts cohérents déployés par la communauté internationale en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ainsi que du contrôle des armements et, pour cette raison, ne peuvent qu'être condamnés avec la plus grande fermeté.

Compte tenu de la nouvelle aggravation des tensions, l'Italie a l'espoir que l'Inde et le Pakistan voudront se comporter d'une façon responsable à l'égard de l'ensemble de la communauté internationale, en commençant par ne ménager aucun effort pour ouvrir sans délai un dialogue dans la région, qui puisse les conduire à établir des rapports constructifs. Nous les exhortons avec vigueur, en accord avec leurs propres déclarations, à mettre un terme définitif à ces essais et, par la suite, à adhérer au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et au Traité sur la non-prolifération. Nous les encourageons enfin à s'abstenir de tout déploiement d'armes nucléaires et à cesser la course à la mise au point de leurs arsenaux balistiques respectifs.

M. RUIZ BLANCO (Colombie) (traduit de l'espagnol) : Une fois encore, la Colombie déplore la réalisation d'essais nucléaires, quelle qu'en soit la

(M. Ruiz Blanco, Colombie)

nature, en particulier ceux qui ont été effectués récemment par le Pakistan et auparavant par l'Inde, en raison des incidences graves que de tels essais ont pour la paix et la sécurité internationale et des atteintes énormes qu'ils portent à l'environnement et à la santé humaine.

La Colombie, qui est d'avis qu'une course aux armements en Asie du Sud serait un facteur supplémentaire d'instabilité et ne concourrait nullement au règlement des différends importants opposant les pays de cette région, tient à encourager les parties intéressées à s'efforcer de parvenir à des accords par le dialogue et la négociation directe, avec l'aide de la communauté internationale s'il le faut.

Une fois encore, la Colombie se doit d'exiger des Etats dotés d'armes nucléaires qu'ils prennent des positions plus constructives, et qui soient conformes aux engagements pris en vue de l'élimination complète des armes nucléaires. La constitution, à la Conférence du désarmement, d'un Comité spécial qui serait chargé d'ouvrir immédiatement des négociations sur un programme de désarmement nucléaire par étapes, axé sur l'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier précis, comme l'a préconisé le Mouvement des pays non alignés lors de sa récente réunion à Cartagena, serait un gage du renouvellement de ces engagements.

La Conférence du désarmement ne peut pas continuer à déplorer de tels événements sans prendre de mesures réellement efficaces qui nous feraient avancer dans la voie de la réalisation de cet idéal auquel nous aspirons, qui est un monde exempt d'armes nucléaires.

M. CHANG (République de Corée) traduit de l'anglais : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre direction, je tiens à vous adresser nos félicitations les plus sincères à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence. Vous pourrez compter sur l'appui et la coopération sans réserve de ma délégation.

La délégation de la République de Corée se fait l'écho des orateurs précédents qui ont déploré vivement les essais nucléaires effectués par le Pakistan les 28 et 30 mai. A ce propos, je veux porter à votre attention le communiqué fait par le Ministère des affaires étrangères de notre pays, qui se lit comme suit :

"Le Gouvernement de la République de Corée déplore profondément les essais nucléaires qu'a réalisés le Pakistan le 28 mai 1998, en dépit des appels instants de la communauté internationale afin que ce pays n'en fasse rien. Il encourage vivement tant le Pakistan que l'Inde à déclarer immédiatement qu'ils s'abstiendront à tout jamais de nouveaux essais nucléaires et à renoncer à leurs programmes d'armement nucléaire. Il invite également ces deux pays à adhérer sans condition et sans plus attendre au TNP et au Traité d'interdiction complète des essais."

M. SOUTAR (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) traduit de l'anglais : Je veux m'associer à la déclaration dont a donné lecture au début de la présente séance le représentant de la Nouvelle-Zélande. En outre, j'ai été prié de porter à l'attention de la Conférence du désarmement la

(M. Soutar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

déclaration suivante, qui a été faite le 28 mai par le Royaume-Uni, actuellement président de l'Union européenne.

"L'Union européenne a appris avec consternation et regret que le Pakistan avait procédé à un essai nucléaire. Comme elle l'a fait dans le cas de l'Inde, l'Union européenne condamne cet acte, qui est contraire au voeu de mettre fin aux essais nucléaires exprimé par les 149 pays signataires du Traité d'interdiction complète des essais et qui contrecarre les efforts déployés en vue de renforcer le régime de non-prolifération mondial. En réalisant des essais nucléaires, l'Inde a sapé la stabilité de la région et le Pakistan, à son tour, a aggravé la situation.

"Après les essais nucléaires réalisés par l'Inde, l'Union européenne a fait clairement comprendre au Pakistan qu'en imitant l'Inde le pays porterait atteinte à la sécurité régionale. Dans cet esprit, elle a encouragé vivement le Gouvernement pakistanais à faire preuve de toute la modération possible et elle déplore vivement aujourd'hui que ce dernier ne l'ait pas écoutée.

"L'Union européenne reste entièrement attachée à l'idée de mettre en oeuvre le Traité d'interdiction complète des essais et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui est la pièce maîtresse du régime mondial de non-prolifération nucléaire et est l'élément sans lequel il sera impossible d'oeuvrer au désarmement nucléaire. Elle a tout intérêt à ce que la paix et la stabilité de l'Asie du Sud soient maintenues et est très inquiète de la menace que présente à cet égard la prolifération des armes nucléaires et des missiles. Elle encourage vivement le Pakistan, de même que les autres Etats de la région, à s'abstenir de réaliser de nouveaux essais ainsi que de déployer des armes nucléaires ou des missiles balistiques. En particulier, l'Union européenne engage le Pakistan et l'Inde à signer le Traité d'interdiction complète des essais et à entreprendre de le ratifier, à concourir activement, désormais, à l'ouverture de négociations à la Conférence du désarmement, à Genève, sur un traité interdisant la production de matières fissiles de qualité militaire, à exercer un contrôle strict des exportations de matières, d'équipements et de technologies figurant sur les listes d'articles sensibles ou à double usage, établies par le Groupe des fournisseurs nucléaires ou dans l'annexe de l'instrument établissant le régime de contrôle des technologies balistiques, enfin, à prendre l'engagement de ne pas monter de dispositifs nucléaires ni en déployer sur des vecteurs et à cesser de mettre au point et de déployer des missiles balistiques capables d'emporter des ogives nucléaires.

"L'Union européenne suivra de près l'évolution de la situation et prendra toutes les mesures qui s'imposent si le Pakistan et l'Inde n'adhèrent pas sans condition aux traités internationaux relatifs à la non-prolifération et en particulier au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et n'entreprennent pas de ratifier ces accords. En outre, elle invite instamment le Pakistan et l'Inde à engager un dialogue dans le cadre duquel ils puissent examiner les causes premières

(M. Soutar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

des tensions entre leurs deux pays et s'efforcer d'instaurer la confiance, plutôt que de rechercher l'affrontement."

J'ai été prié, en outre, de porter à l'attention de la Conférence la déclaration faite le lundi 1er juin 1998 à la Chambre des communes par le Secrétaire aux affaires étrangères du Royaume-Uni, M. Robin Cook. Cette déclaration se lit comme suit :

"Le Gouvernement pakistanais a déclaré qu'il avait fait procéder à six essais nucléaires, cinq jeudi dernier et à nouveau un le samedi. Nous reconnaissons que d'immenses pressions s'exerçaient sur le Gouvernement pakistanais pour qu'il réalise ces essais et se montre l'égal du Gouvernement indien en la matière, mais nous sommes néanmoins consternés par cette riposte et estimons que la décision d'imiter l'Inde a mal servi les intérêts du Pakistan.

"Le Pakistan a déclaré que la sécurité nationale était son premier souci. Or sa sécurité n'a pas été renforcée par ces essais. A long terme, il ne pourra assurer sa sécurité que par une atténuation des tensions entre son pays et l'Inde et l'instauration d'une confiance au sein de la région. Il ne pourra pas asseoir sa sécurité sur les fondements instables d'une course aux armements, laquelle ne fera qu'accentuer les tensions. Selon les informations reçues de la région, il semble que ce récent affrontement ait d'ores et déjà encouragé les forces extrémistes.

"Cependant, ce n'est pas seulement la sécurité nationale du Pakistan qui a pâti : le pays avait la possibilité de s'assurer l'appui et le respect de la communauté internationale s'il faisait preuve de retenue. Il a perdu cette occasion-là. Comme l'Inde, en réalisant des essais nucléaires, le Pakistan a baissé plutôt qu'il n'est monté dans l'estime de la communauté internationale.

"Nous avons fait clairement savoir au Gouvernement pakistanais que nous étions consternés par sa décision. Le lendemain des essais, le Haut Commissaire pakistanais a été convoqué au Foreign Office, qui lui a remis un message à l'intention de son gouvernement où il était fait état des inquiétudes du Royaume-Uni. J'ai rappelé d'Islamabad le Haut Commissaire britannique pour des consultations à Londres.

"Nous avons déjà pris un certain nombre de mesures pour faire comprendre au Gouvernement indien à quel point nous étions inquiets de son programme d'essais nucléaires. La semaine dernière, nous avons annulé la visite du chef d'état-major des forces navales indiennes, de même que la visite prochaine du chef d'état-major des forces armées de ce pays. La semaine dernière, nous avons obtenu des participants à la réunion du Conseil des ministres de l'Union européenne qu'ils acceptent un texte émanant de la présidence, dans lequel la commission compétente était invitée à revoir le traitement préférentiel accordé à l'Inde en matière d'échanges. Je suppose que, ayant consenti à de telles mesures à l'encontre de l'Inde, nos partenaires européens conviendront de prendre des mesures analogues à l'égard du Pakistan pour avoir commis des actes comparables à ceux de l'Inde.

(M. Soutar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

"A la différence de certains autres pays, le Royaume-Uni axe directement son programme d'aide sur les groupes les plus pauvres des régions les plus démunies. Nous sommes toujours convaincus qu'il serait injuste de pénaliser les groupes les plus vulnérables dans l'un ou l'autre des pays considérés en suspendant cette aide.

"Cependant, les gouvernements des deux pays sont particulièrement bien placés pour savoir que nul ne devrait sous-estimer le prix économique que l'Inde et le Pakistan vont payer du fait de leur isolement au sein de la communauté internationale. La roupie indienne a déjà accusé une chute sur les marchés internationaux. La semaine dernière, le Gouvernement indien a émis des obligations pour un milliard de dollars des Etats-Unis, sans trouver preneur. En mai, les investissements des institutions financières extérieures ont enregistré une baisse nette. La semaine dernière, la Banque mondiale a reporté trois prêts à l'Inde pour des projets d'équipement énergétique et de construction d'autoroutes, d'une valeur de près d'un milliard de dollars, suite aux objections soulevées par des Etats membres, dont le Royaume-Uni.

"Ces faits auront des répercussions économiques qui entraveront les efforts de l'Inde et du Pakistan pour atténuer la pauvreté. C'est la raison pour laquelle il serait tragique que les gouvernements de ces deux pays s'obstinent à se lancer dans une course aux armements dans le but d'acquérir les armes les plus chères qui ne soulageront en rien les millions de citoyens de leurs pays qui vivent dans le dénuement.

"Une course aux armements à l'échelle régionale aurait aussi des incidences bien au-delà de la région. D'autres Etats qui ont déjà manifesté leur intérêt pour l'acquisition des technologies nucléaires suivront de près la réaction de la communauté internationale aux précédents créés par l'Inde et le Pakistan. Les programmes nucléaires de ces deux pays ne relèvent donc pas simplement des affaires intérieures de ces derniers, mais sont encore un sujet d'inquiétude légitime pour tous les pays du monde.

"Sur la proposition des Etats-Unis, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se réuniront jeudi à Genève afin d'examiner les incidences, sur le plan de la sécurité, des programmes d'essais nucléaires et des tensions accrues dans la région de l'Asie du Sud. En sa qualité de Président du Groupe des huit, le Royaume-Uni a convoqué une réunion des ministres des affaires étrangères des pays considérés à Londres, la semaine prochaine. Cette réunion aura pour but de coordonner la réaction des pays les plus industrialisés aux programmes d'essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan et de définir le meilleur moyen de promouvoir le dialogue avec ces deux pays et entre eux. Le dialogue que nous engagerons avec ces deux pays aura deux objectifs stratégiques.

"Premièrement, nous devons insister auprès de l'Inde et du Pakistan pour qu'ils adhèrent au régime mondial de lutte contre la prolifération nucléaire. Le meilleur moyen d'atténuer les tensions dans la région consisterait à amener tant l'Inde que le Pakistan à signer dans l'immédiat le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à participer

(M. Soutar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

sans condition aux négociations qui s'ouvriront à Genève en vue d'arrêter la production de matières fissiles de qualité militaire. Le fait d'encourager la dissémination des armes nucléaires ne sert pas les intérêts de ces deux pays, non plus que ceux de quelque autre pays du monde.

"Il s'agit, deuxièmement, de s'attaquer aux causes premières des tensions entre les deux pays considérés. Il faut que s'instaure un dialogue significatif entre l'Inde et le Pakistan concernant les questions qui menacent aujourd'hui la stabilité dans leur région. Leur sécurité serait bien mieux assurée par des mesures de confiance que par des programmes d'essais nucléaires.

"Pour équilibrer notre manière d'aborder cette question, nous devons nous attaquer avec fermeté au dangereux problème de la prolifération nucléaire sans pour autant chercher l'affrontement entre nos peuples. Des liens étroits unissent depuis longtemps le Royaume-Uni, l'Inde et le Pakistan, tandis que des liens de parenté ou de communauté unissent des millions de personnes vivant dans les îles britanniques avec tout le sous-continent. Ce n'est donc pas par hostilité que le Royaume-Uni se dit consterné par les récents essais nucléaires. Bien au contraire, c'est en raison des rapports d'amitié qui le lient à ces deux pays que le Royaume-Uni est navré par les risques inhérents à une course aux armements nucléaires et les coûts d'une telle course pour les peuples du sous-continent. Je demande à tous les membres de la Chambre des communes de se montrer unis dans leur condamnation résolue des essais nucléaires et dans l'appel lancé aux Gouvernements indien et pakistanais afin qu'ils cessent les essais et entament des pourparlers."

M. SIDOROV (Fédération de Russie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je suis certain que, sous votre direction ferme, nous ferons le meilleur usage possible du temps qui nous est imparti pour nos travaux en ce début de la deuxième partie de la session. Vous pourrez compter sur le soutien et la collaboration de ma délégation. Je tiens à exprimer ma reconnaissance à votre prédécesseur, l'éminent ambassadeur de la République arabe syrienne, pour le travail qu'il a accompli.

Quant à la question qui est examinée à la présente séance plénière de la Conférence du désarmement, j'appelle l'attention de l'instance sur le fait que la Fédération de Russie s'est associée à la déclaration commune dont a donné lecture l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande. A mon tour, je veux faire part à la Conférence d'une déclaration publiée le 28 mai par le Ministère russe des affaires étrangères, déclaration qui se lit comme suit :

"La Fédération de Russie exprime sa plus vive préoccupation au sujet des essais nucléaires effectués le 28 mai par le Pakistan. Cette initiative a été prise au mépris des appels pressants lancés par la communauté internationale au Pakistan pour qu'il fasse preuve de retenue et n'agisse pas selon la loi du talion en réponse aux essais nucléaires réalisés par l'Inde les 11 et 13 mai derniers.

(M. Sidorov, Fédération de Russie)

"Il est à déplorer que le Gouvernement pakistanais n'ait pu avoir raison de son émotion et manifester sa circonspection et sa sagesse dans un moment d'une suprême importance.

"L'antagonisme et la rivalité existant depuis de nombreuses années entre l'Inde et le Pakistan revêtent aujourd'hui une dimension nucléaire entièrement nouvelle, extrêmement dangereuse pour l'humanité tout entière. Un risque réel de dissémination des armes nucléaires sur l'ensemble de la planète est en train d'apparaître.

"La Fédération de Russie est favorable au renforcement d'un régime international de non-prolifération de caractère universel auquel adhéreraient tous les Etats sans exception et demande à nouveau instamment au Pakistan, tout comme à l'Inde, de prêter attention à la voix de la communauté internationale, de s'abstenir de pratiquer de nouveaux essais et d'adhérer sans tarder au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires."

Les nouveaux essais effectués par le Pakistan le 30 mai ne font que confirmer le bien-fondé de nos inquiétudes.

Nous vous serions reconnaissants, monsieur le Président, de bien vouloir faire le nécessaire pour que le texte de cette déclaration soit distribué comme document officiel de la Conférence du désarmement.

M. ILLANES (Chili) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole depuis votre arrivée à Genève et votre accession à la présidence de la Conférence, permettez-moi de vous adresser les sincères félicitations et les meilleurs voeux de la délégation chilienne. Qu'il me soit permis, en même temps, de féliciter votre prédécesseur, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne, de l'excellent travail qu'il a fait à ce poste.

Aujourd'hui, jour néfaste, nous nous réunissons à nouveau dans un climat d'inquiétude et d'effroi. Aux essais nucléaires indiens ont succédé les essais pakistanais. Qu'il me soit permis de donner lecture de la déclaration faite par le Gouvernement chilien le 28 mai au sujet des seconds essais, déclaration qui a suivi de près celle qu'il a publiée le 14 mai, au sujet des premiers :

"Le Gouvernement chilien condamne de la manière la plus vigoureuse qui soit les explosions nucléaires réalisées ce matin sur ordre du Gouvernement pakistanais. Celles-ci constituent une nouvelle menace à la paix et à la sécurité internationales et représentent un pas en arrière sur la voie du désarmement nucléaire et de la non-prolifération sous tous ses aspects.

"Le Gouvernement chilien s'inquiète également des conséquences déstabilisatrices de ce type d'action pour l'Asie du Sud.

"En outre, ces explosions sont contraires aux accords et aux déclarations que le Mouvement des pays non alignés, dont le Pakistan est

(M. Illanes, Chili)

membre, a rappelés à l'occasion de la Réunion ministérielle de Cartagena, qui s'est tenue du 18 au 20 mai dernier.

"Le Chili condamne invariablement les explosions nucléaires, quel que soit le pays responsable. Le Gouvernement chilien appelle tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer sans condition au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires."

Monsieur le Président, je vous demande de bien vouloir faire le nécessaire pour que le texte de cette déclaration du Gouvernement chilien et celui de la déclaration dont j'ai donné lecture à la dernière séance de la Conférence soient distribués comme document officiel de la Conférence.

La délégation chilienne, comme de nombreuses délégations d'Etats membres, est coauteur de la déclaration concernant cette question qu'a lue l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande à la présente séance. En outre, elle a fait sienne la déclaration analogue publiée par le Groupe de Río le 29 mai ainsi que la résolution adoptée à ce sujet par le Conseil de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'OPANAL.

Enfin, nous tenons à exprimer l'espoir que la Conférence du désarmement pourra concourir aux efforts déployés par les divers membres de la communauté internationale en vue de régler d'une manière constructive la crise que nous traversons. Aujourd'hui plus que jamais, la paix et la sécurité mondiales requièrent que l'objectif de la non-prolifération et celui du désarmement nucléaire, qui en est le corollaire obligé et urgent, soient maintenus et réalisés universellement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'ambassadeur du Chili de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard la présidence. Je vois qu'il reste environ neuf orateurs inscrits. Si la Conférence n'a pas d'objections, je suspendrai la séance pour la reprendre à 15 h. 15.

La séance est suspendue à 13 heures; elle est reprise à 15 h.30

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 795e séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

Onze orateurs sont inscrits sur la liste. Je donne la parole au premier d'entre eux, la représentante de la Finlande, Mme Vuorenpää.

Mme VUORENPÄÄ (Finlande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je veux d'emblée vous féliciter au nom de la délégation finlandaise de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et vous adresser nos meilleurs voeux de succès dans l'accomplissement de cette tâche exigeante.

J'ai été priée de porter à l'attention de la Conférence la déclaration commune faite à Helsinki le 30 mai 1998 par M. Guido Di Tella, ministre argentin des affaires étrangères, et Mme Tarja Halonen, son homologue finlandais, au sujet des essais nucléaires indiens et pakistanais. Cette déclaration a été

(Mme Vuorenpää, Finlande)

publiée à l'occasion de la visite en Finlande du Président de l'Argentine, M. Carlos Menem.

L'Argentine et la Finlande sont consternées et déçues après les essais nucléaires réalisés par l'Inde et le Pakistan. Elles appellent instamment ces deux pays à ne plus en effectuer.

Les récents essais vont à l'encontre des efforts faits à l'échelle mondiale pour progresser vers la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Ils minent aussi la stabilité et risquent de déclencher une course accélérée aux armements dans la région.

L'Argentine et la Finlande, de concert avec la communauté internationale, soulignent l'importance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et du Traité d'interdiction complète des essais (TICE).

Nous appelons l'Inde et le Pakistan à devenir parties au TNP et au TICE et leur demandons d'engager un dialogue pacifique pour examiner les causes des tensions existant entre eux.

L'Argentine et la Finlande réaffirment leur attachement commun à la non-prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive ainsi que leur volonté de ne pas en mettre au point ni en posséder. La transparence totale en la matière constitue la meilleure garantie pour la paix, la sécurité et l'amitié entre les nations aux niveaux régional et mondial, ainsi qu'on le voit dans les régions des Amériques et de l'Europe.

Je demande que le texte de cette déclaration commune soit distribué comme document officiel de la Conférence du désarmement.

J'ajouterai que la Finlande appuie les efforts déployés par le Conseil de sécurité de l'ONU et notamment par ses cinq membres permanents afin de redresser la situation. La Finlande s'est aussi associée à la déclaration dont a donné lecture l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande.

M. AGURTSOU (Biélorus) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre accession au poste de président de la Conférence, ainsi que mes vœux sincères de succès dans l'exécution de ces fonctions exigeantes. Vous pourrez compter sur tout notre appui et notre coopération. En outre, nous voulons rendre hommage à votre prédécesseur, l'Ambassadeur de la République arabe syrienne, M. Taher Al-Hussami, qui, avec le sens des responsabilités qui le caractérise, a su guider la Conférence au long d'une période assez complexe de ses travaux.

J'ai demandé la parole afin de donner lecture du texte d'un communiqué fait le 1er juin à Minsk par le Ministre biélorussien des affaires étrangères.

"La République du Biélorus est alarmée et préoccupée par les essais nucléaires auxquels ont procédé l'Inde et le Pakistan.

"Les essais nucléaires en série poussent le monde, au seuil du XX^e siècle, à se doter de l'arme nucléaire, ils représentent une escalade

(M. Agurtsou, Bélarus)

de la course aux armements nucléaires et créent des obstacles supplémentaires de taille à la poursuite de la réduction des armements nucléaires.

"Ces initiatives vont à l'encontre des efforts persévérants de la communauté mondiale en faveur du renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires aux niveaux mondial et régional, lequel est d'une importance capitale pour la stabilité et la sécurité internationales.

"Ayant fait il y a quelques années un choix historique en renonçant à posséder des capacités d'armement nucléaire et étant partie à plusieurs instruments très importants en matière de désarmement nucléaire, la République du Bélarus ne peut pas ne pas se sentir particulièrement impliquée et inquiète devant le tour que prennent les événements.

"La République du Bélarus invite tous les pays qui n'ont pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et qui mènent un programme nucléaire militaire à réviser la politique nucléaire qu'ils ont menée jusqu'ici, à adhérer à ce Traité ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à apporter leur concours à l'élaboration d'une convention interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, car il y va de l'espoir de l'humanité de vivre au XXI^e siècle dans un monde exempt d'armes nucléaires.

"Les événements des derniers jours n'ont fait qu'accentuer notre inquiétude à l'idée que des réactions en chaîne pourraient aboutir à une prolifération nucléaire non seulement dans la région de l'Asie du Sud, mais au-delà. L'absence d'obligations juridiques envers la communauté internationale n'y est que trop propice.

"Constante dans sa politique antinucléaire et consciente des dangers qui menacent l'avenir des générations futures, l'avenir du continent européen et celui du monde en général, la République du Bélarus a déjà invité, on le sait, tous les pays et les invite à nouveau, dans l'état actuel des choses, à défendre l'idée de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Europe centrale et orientale.

"Les Bélarussiens sont convaincus que la réalisation de cette idée renforcera la sécurité et la confiance sur le continent, favorisera la non-prolifération géographique des armes nucléaires et constituera un grand pas en avant dans la consolidation de la paix et de la stabilité en Europe et dans le monde entier.

"Nous pensons que tous les pays qui ne sont pas dotés de l'arme nucléaire pourraient prendre d'un commun accord l'engagement de renoncer totalement au déploiement d'armes nucléaires sur leur territoire."

Je demande au secrétariat de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de la Conférence du désarmement.

(Mme Kunadi, Inde)

Mme KUNADI (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est avec un vif plaisir que je saisis cette occasion pour vous dire combien je suis heureuse de vous voir diriger nos débats, avec les talents de diplomate qui sont les vôtres. Alors que nous vous adressons nos félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence, nous voulons rappeler les relations très chaleureuses entre nos deux pays et, en particulier, l'immense concours que vous y avez apporté personnellement. Je puis vous assurer de la collaboration sans réserve de la délégation indienne alors que vous accomplirez vos tâches. Nous voudrions aussi exprimer notre vive gratitude à l'Ambassadeur de la République arabe syrienne, M. Taher Al-Hussami, pour les efforts diligents qu'il a déployés à ce poste.

J'ai demandé la parole aujourd'hui pour donner lecture d'extraits de la déclaration faite de sa propre initiative par le Premier Ministre de l'Inde, M. Atal Bihari Vajpayee, devant le Parlement le 27 mai 1998. Nous avons demandé au secrétariat de bien vouloir faire distribuer la version intégrale de cette déclaration comme document officiel de la Conférence du désarmement, en même temps que le texte d'un document retraçant l'évolution de la politique nucléaire de l'Inde, qui a été présenté au Parlement indien le 27 mai 1998. Les extraits de la déclaration du Premier Ministre se lisent comme suit :

"En 1947, lorsque l'Inde a accédé à l'indépendance pour prendre la place qui lui revenait dans le concert des nations, l'ère nucléaire avait déjà commencé. Nos dirigeants ont alors pris la décision capitale d'opter pour l'autonomie et la liberté de penser et d'agir. Nous avons rejeté le modèle de la guerre froide et choisi la voie plus difficile du non-alignement. Nos dirigeants ont par ailleurs compris qu'un monde exempt d'armes nucléaires ne renforcerait pas seulement la sécurité de l'Inde mais aussi celle de toutes les nations. C'est pourquoi le désarmement a été et reste l'une des pierres angulaires de notre politique étrangère.

"Au cours des années 50, l'Inde a pris la tête d'un mouvement appelant à la cessation de tous les essais d'armes nucléaires. Prenant la parole devant le Lok Sabha (Chambre du peuple) le 2 avril 1954, le Président Jawaharlal Nehru, à la mémoire duquel nous rendons hommage aujourd'hui, a déclaré que les capacités nucléaires, chimiques et biologiques ne devraient pas servir à fabriquer des armes de destruction massive. Il a appelé à l'ouverture de négociations pour interdire et éliminer les armes nucléaires et, dans l'intervalle, à la conclusion d'un accord relatif à un moratoire sur les essais nucléaires. Cet appel n'a pas été suivi d'effet.

"En 1965, avec un petit groupe de pays non alignés, l'Inde a avancé l'idée d'un accord international de non-prolifération en vertu duquel les Etats dotés d'armes nucléaires renonceraient à leurs arsenaux sous réserve que les autres pays s'abstiennent de mettre au point ou d'acquérir de telles armes. Cet équilibre de droits et d'obligations n'a pas été accepté. Dans les années 60, nos préoccupations quant à notre sécurité sont devenues plus vives. Nous avons cherché à obtenir des garanties de sécurité, mais les pays vers lesquels nous nous sommes tournés n'ont pas été capables de nous donner celles que nous attendions. Par la suite, nous

(Mme Kunadi, Inde)

avons clairement fait savoir que nous ne serions pas en mesure de signer le TNP.

"La Chambre du peuple a débattu de la question le 5 avril 1968. Mme Indira Gandhi, qui était alors Premier Ministre, a assuré la Chambre que l'Inde se laisserait entièrement guider par ses propres lumières et les considérations relevant de sa sécurité nationale. Ce fut un tournant et cette Chambre, par le consensus national qu'elle reflétait, a étayé la décision du gouvernement de l'époque.

"Notre décision de ne pas signer le TNP était conforme à nos objectifs fondamentaux. En 1974, nous avons fait la preuve de notre capacité nucléaire. Les gouvernements successifs ont par la suite pris toutes les mesures nécessaires, conformément à cette décision et à la volonté nationale, pour sauvegarder l'option nucléaire indienne. C'était la raison principale de la décision prise en 1996 de ne pas signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), décision sur laquelle il y a aussi eu consensus dans cette Chambre.

"Dans les années 80 et 90, nous avons observé une détérioration progressive de notre situation en matière de sécurité par suite de la prolifération des armes nucléaires et des missiles. Chez nos voisins, les armes nucléaires ont augmenté et des vecteurs plus perfectionnés ont été mis au point. En outre, l'Inde a aussi été victime d'un terrorisme, d'un activisme et d'une guerre clandestine appuyés de l'extérieur.

"Au niveau mondial, rien ne donne à penser que les Etats dotés d'armes nucléaires prennent des mesures décisives et irréversibles sur la voie de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires. Au lieu de cela, il a été décidé de proroger le TNP de manière inconditionnelle pour une durée indéfinie, ce qui revient à perpétuer la détention d'armes nucléaires par cinq pays.

"Dans ces circonstances, le gouvernement avait une décision difficile à prendre. Ce sont les impératifs de la sécurité nationale qui nous ont guidés pour faire le bon choix. Les essais sont le prolongement des politiques adoptées pour mettre l'Inde sur la voie de l'autonomie et de la liberté de penser et d'agir.

"L'Inde est désormais un Etat doté d'armes nucléaires. C'est une réalité qu'on ne peut nier. Ce n'est pas un statut que nous avons cherché à nous faire accorder, car nul ne peut l'octroyer. C'est un don fait à la nation par nos scientifiques et nos ingénieurs. C'est ce qui est dû à l'Inde, qui représente un sixième de l'humanité. Notre capacité accrue renforce notre sens des responsabilités. Nous n'avons pas l'intention d'utiliser ces armes pour agresser ou menacer quelque pays que ce soit; ces armes sont conçues dans un but de légitime défense, pour que l'Inde ne soit pas soumise à des menaces ou des pressions nucléaires. Nous n'entendons pas nous lancer dans une course aux armements.

"Nous avons pris un certain nombre d'initiatives par le passé. Nous regrettons que nos propositions n'aient pas suscité de réaction positive

(Mme Kunadi, Inde)

des autres Etats dotés d'armes nucléaires. En fait, si leur réaction avait été positive, nous n'aurions pas eu à nous résoudre à lancer notre actuel programme d'essais. Nous avons été et continuerons à être les plus ardents partisans de l'ouverture de négociations sur une convention relative aux armes nucléaires car nous souhaitons que la communauté internationale relève le défi posé par ces armes comme elle l'a fait face au fléau que constituaient deux autres catégories d'armes de destruction massive, en concluant la Convention sur les armes biologiques et la Convention sur les armes chimiques.

"Par tradition, l'Inde est un pays tourné vers l'extérieur. Notre vif attachement au multilatéralisme se manifeste par notre participation active aux activités d'organisations telles que l'ONU. Il en ira de même à l'avenir. Les politiques de libéralisation économique adoptées au cours des dernières années ont renforcé nos liens avec d'autres pays aux niveaux régional et mondial; mon gouvernement les étendra et les consolidera.

"Notre politique nucléaire a été marquée par la retenue et la transparence. Nous n'avons violé aucun accord international que ce soit en 1974 ou aujourd'hui en 1998. La retenue dont nous avons fait preuve depuis 24 ans, après avoir démontré notre capacité en 1974, est en soi un exemple exceptionnel. La retenue doit cependant venir de la force. Elle ne peut pas être fondée sur l'indécision ou les doutes. La série d'essais récemment réalisée par l'Inde ont permis de lever les doutes. Nos actions ont été équilibrées dans la mesure où elles représentaient le minimum nécessaire pour maintenir ce qui constitue un élément irréductible de notre sécurité nationale, telle que nous la concevons.

"Le gouvernement a déjà déclaré que l'Inde s'imposerait maintenant un moratoire sur les explosions nucléaires expérimentales souterraines. Il a aussi indiqué qu'il était prêt à donner force juridique à cette déclaration."

Dans le discours qu'il a prononcé devant le Parlement indien le 29 mai, juste après l'essai pakistanais, le Premier Ministre a déclaré que l'Inde restait attaché au moratoire qu'elle avait proclamé. Il a déclaré en outre que l'Inde continuerait d'envisager la possibilité de participer à des négociations sur un Traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles de qualité militaire, d'exercer un contrôle strict des exportations de technologies nucléaires et balistiques ainsi que des technologies liées à d'autres armes de destruction massive et de conclure un accord sur le non-emploi en premier des armes nucléaires avec le Pakistan ainsi qu'avec d'autres pays, à l'échelon bilatéral ou multilatéral.

Les essais nucléaires réalisés par le Pakistan ont montré que l'Inde avait vu juste en menant les politiques que je viens d'évoquer. Ces essais ont établi ce que l'on soupçonnait depuis toujours, à savoir que le Pakistan possédait l'arme nucléaire. Il existe des preuves de son programme clandestin d'armement nucléaire. Il y a lieu de noter à cet égard qu'un élément des capacités nucléaires du Pakistan a servi à des actes terroristes transfrontières dirigés contre l'Inde, actes que le Pakistan facilite, aide et encourage depuis 10 ans. Ce terrorisme dont est victime l'Inde doit cesser.

(Mme Kunadi, Inde)

Quant aux inquiétudes de l'Inde au sujet de la paix et de la sécurité dans notre région, celles-ci se sont accrues à mesure que l'accumulation d'armes nucléaires et de missiles au voisinage du pays mettait en cause la sécurité nationale. L'amélioration du climat sur le plan de la sécurité en Occident ne s'est pas étendue à notre région. Nos inquiétudes ne concernent pas seulement l'Asie du Sud - elles sont bien plus larges et plus vives. Les préoccupations du Pakistan, en revanche, ont toujours été centrées sur l'Inde, comme l'ont montré on ne peut plus clairement les arguments avancés par ce pays pour justifier l'essai qu'il a réalisé.

L'Inde est attachée au maintien de la paix et de la sécurité dans la région comme ailleurs. En matière de sécurité, le pays se place dans une perspective mondiale et ne saurait confiner en Asie du Sud ses préoccupations à cet égard, puisqu'un sixième de la population mondiale vit en Inde.

Nous avons eu pour politique de maintenir la sécurité et la stabilité dans la région et de nous efforcer d'élargir les relations d'amitié et de coopération avec nos voisins. Avec le Pakistan, à l'ouest, nous avons toujours cherché à établir de telles relations sur la base d'un respect mutuel et du souci des inquiétudes de l'autre. Nous nous sommes efforcés de trouver le moyen de renforcer la coopération et de régler toutes les questions, y compris celles qui opposent nos deux pays. Dans cet esprit, nous avons toujours été prêts à suivre la voie d'un dialogue bilatéral soutenu, constructif et approfondi. C'est à l'initiative de l'Inde que le dialogue a repris. Chacune des parties en a tracé les modalités et l'Inde a communiqué au Pakistan en janvier 1998 ses suggestions à cet égard. Elle attend toujours une réponse. La mise sur pied de mesures de confiance entre nos deux pays constitue un élément important de notre politique à l'égard du Pakistan. Nous avons avancé à cet égard plusieurs propositions. Dans l'intervalle, nous avons appliqué scrupuleusement les mesures de cette nature qui étaient déjà en place. Il s'agit notamment d'un accord sur l'interdiction d'attaquer les installations et équipements nucléaires de l'autre partie. Dans ces conditions, la fausse nouvelle répandue dernièrement par le Pakistan, qui a voulu faire croire à la possibilité d'une attaque indienne contre ses installations nucléaires, est répréhensible. Cela indique une attitude à laquelle le Pakistan doit renoncer. La propagande du Pakistan, non plus que les tentatives d'aggraver les tensions aux frontières, ne sont pas propices à l'établissement de liens plus amicaux.

Avant de conclure, je tiens à déclarer que nous avons systématiquement soutenu que la question de la non-prolifération et du désarmement nucléaires devait être débattue dans un cadre mondial et d'une manière complète, sans discrimination. Les délimitations artificielles et les cloisonnements sélectifs par lesquels on cherche à limiter ces questions à l'Asie du Sud sont mauvais. Les conceptions qu'a l'Inde de la sécurité, je l'ai déjà dit, sortent du cadre étroit de l'Asie du Sud. Nos inquiétudes à cet égard ne doivent pas être négligées. Dans le communiqué qu'ils ont adopté à Cartagena dernièrement, les ministres des pays non alignés ont noté que le fait pour les Etats dotés d'armes nucléaires d'insister sur l'idée que les armes nucléaires procurent des avantages uniques en matière de sécurité et de s'arroger pourtant le droit exclusif d'en posséder crée une situation extrêmement discriminatoire, instable et insoutenable. L'Inde reste attachée à la position des membres du Mouvement des pays non alignés, qui réclament l'élimination complète des armes nucléaires

(Mme Kunadi, Inde)

selon un calendrier précis. L'Inde engage tous les Etats dotés d'armes nucléaires et, de fait, la communauté internationale tout entière à ouvrir rapidement et de concert des négociations relatives à une convention sur les armes nucléaires, afin qu'ils puissent régler le problème de ces armes à l'échelle mondiale et sans discrimination, tout comme ils l'ont fait pour deux autres catégories d'armes de destruction massive, en concluant la Convention sur les armes biologiques et la Convention sur les armes chimiques.

M. SANCHEZ ARNAU (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre direction. A cette occasion, je tiens à vous assurer de l'appui de l'Argentine dans l'accomplissement de votre tâche. Je voudrais aussi adresser nos félicitations aux Ambassadeurs de la République arabe syrienne, de la Suisse et de la Suède, qui ont oeuvré avec efficacité aux progrès de nos travaux pendant cette année pleine de frustrations pour la Conférence du désarmement.

Je tiens à informer la Conférence que le Gouvernement argentin a publié le 28 mai un communiqué de presse qui se lit comme suit :

"Le Gouvernement de la République argentine, outre son communiqué de presse du 12 juin dernier relatif aux essais nucléaires indiens, déplore les explosions nucléaires effectuées par le Pakistan.

"Ces essais accroissent le risque d'assister à une course aux armements nucléaires qui pourrait avoir des incidences négatives sur la paix et la sécurité dans la région et sur les efforts de la communauté internationale en faveur de la non-prolifération des armes de destruction massive.

"L'Argentine lance aux pays concernés un appel les invitant à mettre fin à ces essais et à ratifier au plus tôt le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

"L'Argentine réaffirme en outre son ferme attachement à la non-prolifération des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive et la conviction que la meilleure façon de garantir une paix et une sécurité solides à l'échelle régionale et mondiale ainsi que l'amitié entre nations est de s'abstenir de mettre au point ou de posséder de telles armes et d'assurer une transparence totale dans le domaine des armements, comme le démontre l'excellente situation en Amérique du Sud."

La délégation argentine souhaite que le texte de ce communiqué soit distribué comme document officiel de la Conférence du désarmement. En outre, je voudrais, à l'instar de l'Ambassadeur du Chili, appeler l'attention de la Conférence sur le communiqué publié le 29 mai dernier par le Groupe de Rio, dans lequel ce dernier a condamné de nouveau la réalisation d'essais d'armes nucléaires, ainsi que sur la résolution C/E/RES.39, adoptée le même jour par le Conseil de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, concernant les essais nucléaires réalisés par le Pakistan. Vu l'importance de ces deux documents, nous souhaiterions aussi qu'ils soient distribués comme documents officiels de la Conférence.

(M. Salas, Venezuela)

M. SALAS (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : D'emblée, monsieur le Président, permettez-moi de vous dire tout le plaisir que nous avons à vous voir présider nos travaux - sans aucun doute enregistrerons-nous des résultats constructifs sous votre direction.

Nous appuyons la déclaration faite aujourd'hui par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande et partageons une fois encore, les inquiétudes de l'ensemble de la communauté internationale et sa position au sujet de la réalisation d'essais nucléaires qui battent en brèche la sécurité internationale et mettent en péril la survie même de l'humanité. Le Gouvernement vénézuélien a publié un communiqué dans lequel il :

"...déploire les essais nucléaires réalisés cette fois par le Pakistan, le 28 mai. Il condamne de nouveau les actes de cette nature et déplore leurs répercussions sur les efforts déployés par la communauté internationale en vue de parvenir à une interdiction des armes nucléaires. Le Gouvernement vénézuélien exhorte le gouvernement de ce pays ami qu'est la République du Pakistan à prendre les dispositions voulues pour signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Loin de renforcer la sécurité régionale, les essais nucléaires - que rien ne saurait justifier, comme nous l'avons dit - aboutissent à une insécurité dangereuse tant dans la région que dans le monde entier. Non seulement ils ne vont pas dans le sens voulu de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, mais ils affectent encore le développement du droit international qui, de plus en plus, accorde la primauté aux intérêts de la collectivité plutôt qu'à ceux des individus - cela s'applique aussi bien aux normes conventionnelles qu'aux prescriptions de la coutume qui sont axées sur la préservation de l'ordre public dans le monde et la défense des intérêts suprêmes de la communauté internationale tout entière.

Nous engageons le Pakistan et tous les autres pays qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au plus vite et sans condition au TNP ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

La situation qui est la raison de la présente séance extraordinaire montre à nouveau qu'il est urgent de mener et de conclure des négociations sur le désarmement nucléaire, au sein de la Conférence du désarmement. A cet égard, nous appuierons fermement toute proposition susceptible de nous faire progresser dans l'examen de cette question.

M. GALLEGOS CHIRIBOGA (Equateur) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, je me dois de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence et de vous assurer de l'appui de la délégation équatorienne dans l'accomplissement de vos tâches. J'adresse également mes félicitations au représentant permanent de la République arabe syrienne, qui a présidé la Conférence avant de vous céder la place.

L'Equateur a assisté avec inquiétude aux essais nucléaires effectués par l'Inde et le Pakistan. A cet égard, je tiens à appeler l'attention de la Conférence du désarmement sur les déclarations faites par le Ministère

(M. Gallegos Chriboga, Equateur

équatorien des relations extérieures, l'une en ce qui concerne l'Inde et qui se lit comme suit :

"Le Gouvernement indien a fait savoir que son pays avait procédé à trois essais nucléaires le 11 mai. Le Gouvernement équatorien rejette avec énergie et déplore ces actes qui sont contraires à l'objectif d'une non-prolifération nucléaire et aggravent les tensions dans la région. Le Gouvernement équatorien déclare à nouveau que les essais nucléaires mettent en cause les principes et les buts de la non-prolifération soutenus par la communauté internationale, dont l'Inde, depuis 1994. L'Equateur appuie sans réserve le régime international établi par le TNP et estime qu'il faut continuer d'oeuvrer à la conclusion d'un instrument non discriminatoire, de portée mondiale et effectivement et multilatéralement vérifiable qui interdirait toute explosion expérimentale d'armes nucléaires de quelque puissance que ce soit. L'Equateur applique avec constance et fermeté une politique de rejet des essais nucléaires, car ceux-ci sont contraires à l'attente de la communauté internationale, qui souhaite interdire une fois pour toutes les armes nucléaires, outre qu'ils mettent en danger l'environnement, la santé et la sécurité mondiale. Il exhorte l'Inde à renoncer à de tels essais à tout jamais et à suivre l'exemple de certains Etats dotés d'armes nucléaires en proclamant un moratoire unilatéral sur de tels essais, ce qui constituerait un gage de bonne volonté à l'égard des négociations menées à la Conférence du désarmement. "

En ce qui concerne le Pakistan, la déclaration du Ministère équatorien des relations extérieures se lit comme suit :

"Le Gouvernement équatorien rejette avec la dernière énergie et déplore les essais nucléaires réalisés hier par le Pakistan, qui vont à l'encontre du processus de non-prolifération nucléaire et des efforts qui sont déployés pour étendre dans le monde les zones dénucléarisées. Le Gouvernement équatorien déclare à nouveau que ces essais aggravent encore les tensions dans la région et vont à l'encontre des principes et objectifs de la non-prolifération proclamés par les membres de la communauté internationale, dont le Pakistan. Le Gouvernement équatorien saisit cette occasion pour réaffirmer qu'il appuie sans condition le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qu'il s'attachera à oeuvrer encore à la conclusion d'un instrument international, global, non discriminatoire et vérifiable qui interdirait toute explosion expérimentale d'armes nucléaires. Il exhorte le Gouvernement pakistanais à cesser tous essais nucléaires, non seulement parce qu'ils combattent les espoirs de la communauté internationale, mais en raison des risques énormes qu'ils présentent pour l'environnement, la santé et la sécurité mondiale. Etant donné ce nouvel échec aux efforts de dénucléarisation, l'Equateur engage les membres de la communauté internationale à proclamer immédiatement un moratoire, qui serait le seul moyen de garantir que les négociations en cours à la Conférence du désarmement pourront se dérouler normalement. "

L'Equateur s'est associé aux déclarations faites par le Groupe de Rio et le Conseil de l'OPANAL; il a l'espoir que la Conférence du désarmement fera

(M. Gallegos Chriboga, Equateur)

sienne par consensus la proposition présentée par l'Ambassadeur de Nouvelle-Zélande et dont les auteurs sont au nombre de 50.

M. AL-HUSSAMI (République arabe syrienne) (traduit de l'arabè : Monsieur le Président, je tiens à vous exprimer mes félicitations les plus sincères à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je vous adresse tous mes voeux de succès et vous assure de mon empressement à collaborer avec vous dans l'accomplissement de vos tâches et en particulier lors des consultations que vous tiendrez concernant le point 1 de notre ordre du jour.

Dans les déclarations qu'elles ont prononcées précédemment au sujet des essais nucléaires indiens et aujourd'hui concernant les essais pakistanais, les délégations ont exprimé des sentiments plus ou moins vifs de regret, d'inquiétude, voire d'horreur. Ce sont là des réactions tout à fait justifiées, étant donné que les armes nucléaires constituent les armes de destruction massive les plus dangereuses et que la communauté internationale s'évertue depuis environ 30 ans - sans succès, malheureusement - à les éliminer. Je rappelle à la Conférence que, lors de ma première intervention à la présente session, j'ai fait état du grave déséquilibre inhérent au régime de non-prolifération nucléaire, déséquilibre qui avait encouragé la prolifération plutôt qu'il ne l'avait empêchée. C'est là un fait auquel nous sommes confrontés depuis plus de 25 ans, aussi je doute que la majorité des Etats membres de la Conférence et en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires aient été réellement surpris des événements survenus dans le sous-continent indien. Le seraient-ils si, par exemple, Israël réalisait des essais nucléaires analogues ou utilisait une ogive nucléaire pour s'attaquer à un ou plusieurs Etats arabes ?

Il n'y avait pas de quoi être surpris, puisque nous connaissions tous le déséquilibre grave inhérent au régime de non-prolifération nucléaire dès l'adoption et l'entrée en vigueur du TNP. Depuis cette époque-là, nous sommes confrontés à deux faits : premièrement, la responsabilité de toute prolifération nucléaire ultérieure revient aux Etats dotés d'armes nucléaires puisqu'ils sont les seuls à posséder de telles armes; deuxièmement, avec l'adoption du TNP, ces mêmes Etats n'ont plus aucune raison de poursuivre leur programme d'armement nucléaire, puisque le Traité en question a été conclu avec leur approbation et leur consentement, y compris l'article VI de cet instrument, que ces Etats n'ont toujours pas mis en oeuvre alors même qu'ils étaient censés s'acquitter de leurs engagements en vertu de cet article au plus vite.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle catégorie d'Etats dotés d'armes nucléaires. Comment Israël a-t-il pu acquérir de telles armes ? Qui les lui a fournies ? En étant doté de cette arme destructrice, Israël présente maintenant une menace pour toute la région des Etats arabes et refuse toujours d'adhérer au TNP ou de soumettre ses installations nucléaires à un contrôle de l'AIEA.

Tout cela s'est passé après l'entrée en vigueur du TNP et malgré les avertissements lancés par plusieurs Etats, en particulier les Etats arabes, qui comprenaient bien les dangers que représentait le maintien du déséquilibre inhérent au Traité. Un tel avertissement a encore été lancé à New York, lors de

(M. Al-Hussami, République arabe syrienne)

la Conférence de 1995. Dans leurs déclarations, la Nouvelle-Zélande et d'autres Etats membres de la Conférence abordent la situation actuelle dans le sous-continent indien mais passent sous silence cet autre danger qui guette la communauté internationale tout entière et que nous devons au fait qu'Israël est le seul Etat de la région du Moyen-Orient à posséder des armes nucléaires. C'est la raison pour laquelle les événements survenus récemment dans le sous-continent indien devraient stimuler les Etats dotés d'armes nucléaires, les sensibiliser à la nécessité de songer sérieusement aux responsabilités qui sont les leurs en matière de paix et de sécurité internationales et les inciter à déployer des efforts constructifs au sein de la Conférence du désarmement en vue de mettre en place les mécanismes requis pour mener des travaux de fond sur le point 1 de l'ordre du jour, qui occupe le rang de priorité le plus élevé.

Qu'il me soit permis, enfin, de donner lecture d'une déclaration faite par M. Farouk al-Shara, Ministre syrien des affaires étrangères, lors de la Conférence ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Cartagena le 21 mai 1998.

"Israël a acquis des armes nucléaires par divers moyens, licites ou illicites. Israël s'est attaché et s'obstine encore à empêcher les Arabes et les Musulmans d'acquérir de telles armes ou des armes de quelque autre nature. Israël continue à opposer son refus aux Etats de la région qui demandent que le Moyen-Orient soit transformé en zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Lors de la Conférence d'examen du TNP qui s'est tenue en 1995 au siège de l'Organisation des Nations Unies, les membres du Mouvement des pays non alignés ont insisté sur plusieurs points, notamment l'attachement à l'universalisation du TNP et le refus d'accepter qu'un Etat quelconque puisse ne pas adhérer au TNP, dès lors qu'il s'agissait de mettre réellement fin à la prolifération des armes nucléaires dans le monde entier. Aujourd'hui, il est étrange et paradoxal de voir ceux qui, à l'époque, ont rejeté cette attitude constructive des membres du Mouvement des pays non alignés exprimer aujourd'hui de graves inquiétudes au sujet des essais nucléaires réalisés dernièrement par l'Inde et en appeler au Pakistan afin qu'il ne suive pas ce pays sur ce terrain. L'Inde et le Pakistan sont des pays voisins et d'importants membres du Mouvement des pays non alignés, avec lesquels la République arabe syrienne entretient traditionnellement des liens d'amitié. Fidèles à notre voeu commun de préserver la sécurité de ces pays, nous réaffirmons la position que nous avons avancée à la Conférence de 1995, selon laquelle, par principe, il ne faut laisser aucun pays et surtout Israël, qui détient des stocks importants d'armes nucléaires, se dérober à l'adhésion au TNP."

Il s'agit de mettre fin à la course aux armements nucléaires au Moyen-Orient et dans le sous-continent indien et de débarrasser ces parties du monde de toutes armes de destruction massive.

M. KERVERS (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Qu'il me soit permis de lire une déclaration que l'Ambassadeur des Pays-Bas, dont le retour à Genève a été retardé, avait l'intention de prononcer lui-même à la présente séance extraordinaire.

(M. Kervers, Pays-Bas)

Monsieur le Président, comme c'est la première fois que la délégation néerlandaise prend la parole sous votre direction, qu'il me soit permis de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence et de vous assurer de la pleine coopération des Pays-Bas à l'accomplissement de vos tâches.

La délégation néerlandaise s'est associée à la déclaration faite par l'éminent représentant de la Nouvelle-Zélande ce matin, au nom de plusieurs délégations. En outre, les Pays-Bas tiennent à faire la déclaration qui suit.

Le Gouvernement néerlandais a appris avec consternation et une vive inquiétude que le Pakistan avait réalisé des explosions nucléaires expérimentales les 28 et 30 mai. Ces événements, intervenus si rapidement après les essais d'armes nucléaires effectués par l'Inde, risquent d'avoir de profondes incidences non seulement sur la paix et la stabilité dans la région considérée, mais encore sur les efforts déployés par la communauté mondiale en vue de limiter progressivement les armes nucléaires et de parvenir au désarmement. Les Pays-Bas ont pesé soigneusement l'attitude à prendre dans ces circonstances. Le gouvernement a décidé en un premier temps de geler toute l'aide macroéconomique publique directe dont bénéficiait le Pakistan. En outre, il ne sera plus délivré de licences pour l'exportation d'armes vers ce pays. D'autres mesures seront envisagées dans le cadre de l'Union européenne.

Il est extrêmement regrettable que les essais nucléaires de ces deux pays aient fait subir un sérieux revers à la communauté internationale, qui avait enregistré des acquis constructifs en matière de limitation des armements et de non-prolifération. En procédant à ces essais, le Pakistan a rejeté la solution viable qui consistait à collaborer avec la communauté internationale à l'instauration d'un climat propice au désarmement nucléaire, à la Conférence du désarmement et ailleurs. Le Gouvernement néerlandais exhorte le Pakistan et l'Inde à suivre l'exemple donné par d'autres pays au cours de ces dernières années et à s'écarter de l'abîme dans lequel nous plongerait une conflagration nucléaire.

Les essais nucléaires réalisés par le Pakistan constituent un rejet non seulement du Traité d'interdiction complète des essais en tant que tel, mais encore du consentement de la communauté internationale à l'adoption progressive de mesures pragmatiques dans la voie vers l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires. Le Traité de non-prolifération reste le seul instrument sur lequel nous puissions faire fond pour réaliser cet objectif longtemps souhaité. Dans cette perspective, l'adhésion au Traité d'interdiction complète des essais et la négociation d'un Traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles de qualité militaire sont des mesures tout aussi indispensables. La communauté internationale devrait prendre des dispositions en vue de défendre ces instruments qui revêtent une importance vitale pour la sécurité et la stabilité mondiales et de s'assurer que le Pakistan et d'autres Etats qui n'ont toujours pas adhéré au Traité sur la non-prolifération ne viennent pas grossir, de fait ou de droit, les rangs de ceux qui sont dotés d'armes nucléaires. En même temps, les Etats dotés d'armes nucléaires et les Etats qui en sont dépourvus devraient donner l'exemple en réaffirmant leur attachement au désarmement nucléaire. Les Pays-Bas restent disposés à concourir activement à l'avancement de ce processus.

(M. Kervers, Pays-Bas)

Les essais nucléaires réalisés par le Pakistan mettent en danger la stabilité mondiale et tout particulièrement la sécurité dans la région de l'Asie du Sud. Le Gouvernement néerlandais exhorte le Pakistan à renoncer absolument à tout nouvel essai nucléaire et à aider ainsi à éviter une dangereuse course aux armements nucléaires ou classiques. Il engage tant le Pakistan que l'Inde à faire preuve de retenue à la suite de leurs récents essais nucléaires. Ces deux pays devraient conjuguer leurs efforts à ceux qu'entend reprendre la communauté mondiale en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales, en concourant de bonne foi à l'application des mesures convenues en vue de l'élimination complète des armes nucléaires. En conséquence, les Pays-Bas engagent encore une fois l'Inde et le Pakistan à signer et à ratifier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que le Traité d'interdiction complète des essais et à participer à des négociations sur un Traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles de qualité militaire. La délégation néerlandaise a le sincère espoir qu'à la présente session la Conférence conviendra de mesures qui concourront substantiellement à la réalisation de l'objectif commun de l'élimination des armes nucléaires.

M. NAVIKAS (Lituanie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation lituanienne vous adresse ses félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je tiens à vous assurer du plein appui de la délégation de mon pays, qui est observateur à la Conférence, et à vous exprimer tous nos vœux de succès dans l'accomplissement de vos tâches. Qu'il me soit permis en outre d'adresser nos sincères remerciements à vos prédécesseurs, les Ambassadeurs de Suède, de Suisse et de la République arabe syrienne, que sont MM. Norberg, Hofer et Al-Hussami, pour leur concours aux travaux de la Conférence.

Je serai très bref. Les événements survenus en Asie du Sud inquiètent vivement la Lituanie, qui s'est associée à la déclaration faite à l'ouverture de la présente séance par l'éminent représentant de la Nouvelle-Zélande.

En outre, je voudrais appeler l'attention de la Conférence sur une déclaration faite le 29 mai dernier par le Ministère lituanien des affaires étrangères, déclaration qui se lit comme suit :

"Le Ministère lituanien des affaires étrangères exprime sa vive consternation et son inquiétude après la série d'essais nucléaires souterrains réalisés par le Pakistan le 28 mai ainsi que les essais réalisés par l'Inde les 11 et 13 mai.

"Le Ministère lituanien des affaires étrangères appelle le Pakistan et l'Inde à ne pas faire de déclarations et à ne pas prendre de mesures susceptibles d'aggraver les tensions et à s'efforcer de rétablir le dialogue bilatéral et la stabilité dans la région. Il appelle les deux Etats à annoncer immédiatement un moratoire sur les programmes de mise au point d'armes nucléaires et à signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968 ainsi que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires de 1996."

Monsieur le Président, je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que le texte de cette déclaration soit distribué comme document officiel de la Conférence du désarmement.

(M. Kierulf, Danemark)

M. KIERULF (Danemark) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, d'emblée, de vous adresser les félicitations de la délégation danoise à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement.

Je tiens tout d'abord à rappeler que le Danemark s'est associé à la déclaration faite à la présente séance par l'éminent Ambassadeur de Nouvelle-Zélande au nom de plusieurs Etats membres de la Conférence ou observateurs dans cette instance. Je voudrais en outre donner lecture d'un communiqué de presse publié le 28 mai par le Ministre danois des affaires étrangères :

"La série d'essais nucléaires souterrains réalisés aujourd'hui par le Pakistan est de nature à susciter les plus vives inquiétudes. Ces essais ont provoqué une grave détérioration de la situation en Asie du Sud.

"J'exhorte avec la dernière énergie le Pakistan, de même que l'Inde, à s'abstenir de lancer une course aux armements nucléaires dans cette région. Les gouvernements de ces deux pays devraient faire preuve de la plus grande retenue.

"En procédant à ces essais nucléaires, le Pakistan a fait fi des conseils des membres de la communauté internationale, dont le Danemark, qui l'engageaient à la modération.

"Par ses actes, le Pakistan, tout comme l'Inde, porte une lourde responsabilité, car il a mis en péril les accords en matière de désarmement nucléaire.

"Les essais d'armes nucléaires réalisés par l'Inde et le Pakistan mettent en cause les acquis enregistrés à l'échelle mondiale dans le domaine du désarmement nucléaire au cours des quatre ou cinq dernières années.

"En conséquence, j'engage vivement les deux pays à devenir au plus vite et sans condition parties au TNP et au Traité d'interdiction complète des essais.

"Nous examinerons ces faits nouveaux avec nos partenaires au sein des instances de désarmement de l'ONU, de l'OTAN et de l'Union européenne, ainsi que dans d'autres cadres, y compris dans celui des pays nordiques.

"J'ai fait venir aujourd'hui l'Ambassadeur du Pakistan.

"Je tiendrai la Commission des affaires étrangères du Parlement danois informée de la situation."

M. AKRAM (Pakistan) (traduit de l'anglais) : La présente séance est sans doute la première séance extraordinaire que la Conférence du désarmement a jamais tenue - la délégation pakistanaise est très heureuse qu'elle soit consacrée à la crise en Asie du Sud. Des années durant, le Pakistan s'est efforcé d'appeler l'attention de la communauté internationale et de la Conférence sur les risques de conflit et notamment la menace nucléaire

(M. Akram, Pakistan)

présentée par l'Inde. En conséquence, à la différence de l'Inde, qui s'est opposée à la tenue d'une séance extraordinaire après ses propres essais nucléaires, non seulement nous n'avons pas soulevé d'objection à l'organisation de ce débat particulier, mais encore nous nous en sommes félicités. Nous constatons avec satisfaction que tous les aspects de la situation ont été abordés au cours d'un débat exhaustif.

Le Pakistan n'est pas à l'origine de la crise en matière de sécurité que traverse aujourd'hui l'Asie du Sud. Des considérations nationales nous ont obligés à riposter aux essais nucléaires provocateurs réalisés par l'Inde. Le fait qu'il s'agissait d'une réaction à une action bien précise a été largement reconnu par les orateurs à la présente séance, ce dont nous nous réjouissons.

L'Inde a procédé à ses essais les 11 et 13 mai 1998. Ceux-ci ont été aussitôt suivis de déclarations provocatrices et de menaces à l'adresse du Pakistan. Ces menaces ont eu pour point culminant des informations indiquant l'éventualité d'une attaque préventive contre des installations névralgiques du Pakistan dans la nuit du 28 mai 1998. Certains n'y ont pas cru, mais le Pakistan, qui avait essuyé par trois fois des agressions de l'Inde, ne pouvait pas se permettre de négliger les informations dignes de foi que nous avons reçues ce jour-là, jour qui a fait comprendre au monde la nature et l'étendue de la crise en Asie du Sud de même que les risques qu'elle comportait.

C'est ainsi qu'un problème de prolifération nucléaire en Asie du Sud s'est transformé en crise majeure sur le plan de la sécurité; c'est cette crise-là que la communauté internationale doit juguler. Le Gouvernement pakistanais comprend parfaitement les sentiments d'inquiétude qu'ont suscités chez nombre de membres de la communauté internationale la reprise des essais nucléaires et l'escalade des tensions en Asie du Sud. Il a été tout à fait sensible aux efforts déployés par certains dirigeants - le Président des Etats-Unis, M. Clinton, le Président de la République populaire de Chine, M. Jiang Zemin, le Premier Ministre du Royaume-Uni, M. Blair, le Premier Ministre du Japon, M. Hashimoto, entre autres - qui se sont chacun attachés à convaincre notre Premier Ministre et le gouvernement que le Pakistan devait faire preuve de retenue. Nous tenons à leur faire savoir que nous avons pris pleinement en considération leurs vues et avons pesé soigneusement les arguments qui militaient pour ou contre la réalisation de nos essais. Comme l'a noté l'éminent représentant des Etats-Unis, nous avons été francs avec tous les pays amis. Il n'y a eu aucune supercherie. A cet égard, je tiens à dire à mon collègue australien que nous rejetons les affirmations qu'il a faites, selon lesquelles nous aurions trompé la communauté internationale.

Qu'il me soit permis de rappeler à ce propos un cas de réelle mauvaise foi. Au cours des négociations relatives à un Traité d'interdiction complète des essais, l'ancien Premier Ministre de l'Australie, tout en engageant la France à mettre fin à son programme d'essais nucléaires, a déclaré que, en matière d'interdiction des essais nucléaires, il s'agissait de faire obstacle aux activités de pays comme l'Iraq ou le Pakistan et que, en conséquence, la France devrait cesser de se soucier des agissements de pays comme l'Allemagne. C'était là un exemple de mauvaise foi teintée de racisme.

Bien que nous comprenions les sentiments qui ont été exprimés, nous demandons instamment à tous nos amis de s'abstenir d'excès de langage. Je tiens

(M. Akram, Pakistan)

à rappeler à nos amis canadiens que, lorsqu'ils ont fourni à l'Inde un réacteur de recherche qui n'était pas soumis à des garanties et que ce pays en a détourné du combustible pour réaliser sa première explosion expérimentale, le Pakistan n'a pas qualifié cet acte d'irresponsable, encore qu'il eût pu le faire. Je pense que nous devons examiner la question avec toute la gravité et tout le sérieux qu'elle mérite. Le Pakistan a agi en acceptant pleinement ses responsabilités et en connaissant parfaitement le coût de ses actes.

Trois ensembles de faits ont rendu presque inéluctable la réalisation des essais pakistanais. Premièrement, il y a eu escalade progressive des provocations et des menaces de l'Inde. On nous a annoncé que ce pays était doté de l'arme nucléaire. Cela a été répété ici aujourd'hui. On nous a dit que l'Inde utiliserait l'arme nucléaire. Il a été affirmé que les essais indiens avaient modifié l'équilibre stratégique et que l'Inde pouvait désormais donner une bonne leçon au Pakistan. Nous avons dû tenir compte de ces affirmations. Deuxièmement, les membres de la communauté mondiale n'ont pas réagi avec énergie et à l'unanimité aux essais et aux menaces de l'Inde. A l'évidence, nul n'était prêt à se porter garant de la sécurité du Pakistan et nul n'y est disposé aujourd'hui. Nous devons assurer notre sécurité nous-mêmes. En conséquence, nous estimons que certains pays amis que protège le parapluie de l'OTAN n'ont pas agi en toute justice en nous reprochant les essais que nous avons réalisés. Troisièmement, nous avons compris que, vu la nature du régime indien, nous ne pouvions pas laisser l'Inde dans le doute quant à nos capacités effectives de la dissuader de toute agression contre notre pays ou d'attaques préventives contre nos installations et, au besoin, de réagir par des moyens dévastateurs.

C'est dans ces circonstances que le Pakistan a pris la décision très difficile et douloureuse de riposter aux essais de l'Inde. Cela dit, la différence entre les actes de l'Inde et ceux du Pakistan revêt une importance cruciale et nous avons l'espoir que les pays amis garderont cela présent à l'esprit. Les essais indiens étaient une provocation. Ceux du Pakistan étaient une réaction. Les essais effectués par l'Inde ont déstabilisé la sécurité en Asie du Sud. Ceux du Pakistan ont rétabli l'équilibre de la dissuasion mutuelle dans la région. En conséquence, le Pakistan regrette que certains pays amis n'aient pas saisi cette distinction. Nous estimons que les sanctions et autres mesures que certains ont prises contre le Pakistan sont injustes et n'auront pas, en dernière analyse, les résultats escomptés.

Le Pakistan a accueilli avec satisfaction l'offre de médiation faite par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, alors que, malheureusement, l'Inde l'a rejetée. Nous saluons également l'initiative prise par les Etats-Unis de convoquer à Genève dès le 4 juin une réunion des ministres des affaires étrangères des pays qui sont membres permanents du Conseil de sécurité. Nous attendons de cette réunion des conclusions justes et équitables et qui reflètent les réalités de la situation.

Toute crise est un défi, mais offre aussi bien souvent des possibilités. La présente crise doit être l'occasion pour la communauté internationale d'instaurer par le dialogue et le consensus des structures stables de paix et de sécurité en Asie du Sud. Il est donc indispensable de ne pas se cantonner dans l'examen de la question de la non-prolifération, mais d'examiner globalement la question de la paix et de la sécurité en Asie du Sud.

(M. Akram, Pakistan)

La communauté internationale doit maintenant se tourner vers l'avenir. A notre sens, il y a à tout le moins quatre points qu'il faut aborder : premièrement, les mesures à adopter pour éviter un conflit et faire se relâcher les tensions actuelles; deuxièmement, les dispositions à prendre en vue de promouvoir la stabilisation nucléaire en Asie du Sud et empêcher toute nouvelle prolifération nucléaire; troisièmement, les dangers inhérents au déséquilibre des forces et des armements classiques de l'Inde et du Pakistan; enfin, quatrièmement, le règlement du différend sous-jacent et néanmoins central au sujet du Jammu et du Cachemire, différend qui est la cause première de l'affrontement entre l'Inde et le Pakistan.

Pour ce qui est d'éviter un conflit, il devrait être clair que la proposition indienne tendant à conclure un accord par lequel les parties s'engageraient à ne pas employer les premières les armes nucléaires est quelque peu déloyale. Peut-être cette proposition vise-t-elle en réalité à laisser l'Inde continuer d'exploiter en toute sécurité sa supériorité dans le domaine des armes classiques pour menacer le Pakistan et d'autres petits pays voisins et exercer sur eux des pressions. Le Pakistan a proposé de conclure un accord de non-agression plus général qui, dans le droit fil de la Charte des Nations Unies, interdirait tout emploi ou toute menace de la force.

En ce qui concerne la question nucléaire, ce qu'il faut avant tout - dans l'immédiat, à tout le moins -, c'est un consensus international sur les moyens de stabiliser la situation, autrement dit, sur les moyens d'empêcher une course ouverte aux armements nucléaires en Asie du Sud. Le Pakistan est disposé à participer et à concourir aux efforts qu'entreprendrait la communauté internationale en vue de parvenir à cette stabilisation et d'établir en Asie du Sud un régime que l'on pourrait qualifier "de modération en matière d'armement nucléaire". Le Pakistan ne cherche pas à entrer avec l'Inde dans une course aux armements ni à acquérir le statut d'Etat doté d'armes nucléaires. Les essais qu'il a réalisés étaient axés sur la défense du pays et avaient pour but de rétablir l'équilibre stratégique dans la région. Nous ajusterons en fonction des intérêts supérieurs du Pakistan notre réaction à l'évolution de la situation dans les divers domaines liés à la défense. Nous continuerons à faire preuve de retenue en matière d'armement, ainsi qu'il incombe à une nation mûre et consciente de ses responsabilités. Notre réaction sera toujours soigneusement proportionnée à la provocation.

Cela dit, le Pakistan ne peut pas négliger le fait que l'Inde s'est déclarée Etat doté d'armes nucléaires et a affirmé qu'elle placerait des ogives nucléaires sur ses missiles. L'Inde a déjà entrepris de déployer des missiles capables d'emporter des ogives nucléaires et a menacé d'employer ces armes dans un conflit éventuel aux armes classiques ou autres. L'intervention de la représentante de l'Inde vient de confirmer cela. Il se pose donc la question de savoir si la communauté mondiale va reconnaître à l'Inde le statut d'Etat doté d'armes nucléaires. Dans la négative, comment fera-t-elle pour changer le fait indéniable de l'existence des capacités indiennes en matière d'armes nucléaires ? Est-il bien réaliste d'exiger de l'Inde - ainsi que du Pakistan - qu'ils signent maintenant le TNP, alors que les essais sont chose faite et que la communauté internationale sait fort bien que l'Inde refuse depuis 30 ans de signer ce Traité ?

(M. Akram, Pakistan)

Ce sont là autant de questions pertinentes qui intéressent à l'extrême le Pakistan. Il importera au pays, en déterminant sa position sur le Traité d'interdiction complète des essais, de savoir si l'Inde continuera à réaliser des essais nucléaires et si elle aura, aux fins de ce Traité, le statut d'Etat doté d'armes nucléaires ou celui d'Etat dépourvu de telles armes, ou en encore quelque autre qualité. De même, en ce qui concerne un Traité visant l'interdiction de la production de matières fissiles de qualité militaire, le Pakistan devra connaître, avant de prendre tout engagement, le statut de l'Inde sur le plan nucléaire, le niveau d'armement de ce pays, ainsi que l'importance et la nature de ses stocks de matières fissiles. Le Pakistan ne peut pas se permettre de laisser l'Inde rompre à nouveau l'équilibre de la dissuasion en accumulant des stocks de matières fissiles bien plus importants que ceux du Pakistan. Notre pays ne peut pas non plus se laisser mettre dans une situation d'infériorité pour ce qui est de ses capacités dans le domaine des missiles.

Le Pakistan est néanmoins disposé à envisager une retenue commune susceptible de concourir à la stabilisation de la situation nucléaire en Asie du Sud. Cela pourrait se faire par les accords en vigueur ou alors des mesures spécifiques, conçues spécialement pour instaurer dans la région un régime visant la modération nucléaire. Un tel régime pourrait aussi comporter des mesures visant à mettre les autres pays du monde à l'abri des conséquences, en matière de prolifération, des faits intervenus récemment en Asie du Sud.

Il sera possible de parvenir à une modération et un équilibre dans le domaine nucléaire en Asie du Sud à condition d'adopter en même temps des mesures efficaces et crédibles axées sur un plus grand équilibre et une meilleure symétrie des capacités de la région dans le domaine des armes classiques. A cet égard, il ne faut pas négliger les très gros achats d'armes de diverses sources, que l'Inde a faits ou envisage de faire. Le budget de la défense annoncé aujourd'hui par l'Inde accuse un nouvel accroissement des dépenses. La communauté mondiale ne peut pas non plus négliger le fait que les capacités classiques du Pakistan ont accusé une érosion constante au fil des années du fait de la retenue exercée par le pays et d'embargos discriminatoires.

Enfin, il y a lieu de reconnaître que les risques de conflit entre le Pakistan et l'Inde, aux armes classiques ou autres, tiennent au différend sous-jacent au sujet du Jammu et du Cachemire. Il ne suffira pas d'atténuer les tensions et d'escamoter une fois encore ce problème d'actualité brûlante. L'Inde cherche à faire de la question du Cachemire un problème de terrorisme, ce qui n'est pas plausible. Le fait est que le Cachemire, dont le territoire est comparable à celui de la Belgique, est occupé par 600 000 hommes de troupe indiens. En d'autres termes, il y a un soldat indien pour trois hommes cachemiriens. Ce n'est pas un problème de terrorisme, mais bien une campagne pour réprimer le mouvement de libération d'un peuple qui est sous la domination coloniale de l'Inde depuis une cinquantaine d'années. L'Inde devra se résoudre à accepter un règlement crédible de ce problème.

En 50 ans, l'Inde et le Pakistan n'ont pas trouvé moyen de régler ce problème à l'échelon bilatéral. Par conséquent, il est temps que la communauté internationale prenne des mesures collectives en vue de faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU relatives au Cachemire. Elle devrait à tout le moins élaborer un cadre politique dans lequel il soit possible de trouver une solution. Elle devrait promouvoir et appuyer activement des

(M. Akram, Pakistan)

négociations bilatérales entre le Pakistan et l'Inde et ne pas laisser l'Inde faire échouer encore une fois de véritables négociations sur la question.

Le Premier Ministre du Pakistan a réaffirmé que notre gouvernement était résolu à reprendre le dialogue avec l'Inde sur toutes les questions restées en suspens, y compris la question centrale du Jammu et du Cachemire, ainsi que celle de la paix et de la sécurité. L'an dernier, l'Inde et le Pakistan sont parvenus à un accord sur les modalités de tels pourparlers. Nous avons l'espoir que l'Inde respectera effectivement cet accord de sorte que nous puissions reprendre les pourparlers dès que possible. Nous tenons à atténuer les tensions régionales, mais il ne sera possible de désamorcer le conflit qu'en réglant le différend au sujet du Jammu et du Cachemire. En conséquence, il incombe à tous ceux qui aspirent véritablement à la paix d'apporter leur appui à un règlement rapide de ce problème fondamental.

Il importe que la Conférence du désarmement remplisse sa fonction et favorise l'instauration de la paix et de la sécurité en Asie du Sud. La Conférence peut aborder le problème sous deux angles. Premièrement, elle peut s'efforcer de parvenir à d'importants accords qui fassent véritablement progresser la communauté mondiale dans la voie du désarmement nucléaire. D'autres orateurs ont lancé ici un appel aux Etats dotés d'armes nucléaires afin qu'ils se mettent au travail à cet égard. En tirant ainsi parti de cette crise, il serait possible d'enregistrer des progrès dans le domaine nucléaire. Le désarmement nucléaire inciterait aussi les pays de l'Asie du Sud à faire preuve de retenue. Deuxièmement, la Conférence pourrait apporter un concours plus direct au débat sur la situation en Asie du Sud et s'attacher à faire accepter un plan de paix et de stabilité régionales, qui pourrait être élaboré dans le cadre d'un plan plus général de sécurité mondial ou dont l'exécution pourrait être garantie par un tel plan.

Le Pakistan est disposé à collaborer avec la communauté internationale en vue d'enrayer la crise en Asie du Sud et d'instaurer des mécanismes de paix et de sécurité stables dans la région. Cela dit, il ne faut pas oublier que collaboration et coercition ne sont pas compatibles.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur du Pakistan pour sa déclaration. La liste des orateurs pour aujourd'hui est ainsi épuisée. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Je la donne à l'Ambassadeur d'Australie.

M. CAMPBELL (Australie) (traduit de l'anglais) : Je souhaiterais simplement rappeler aux délégations que nous avons prévu de tenir aujourd'hui des consultations officieuses ouvertes à tous sur la question des mines terrestres. Pour des raisons évidentes, cela n'a pas pu se faire. Nous avons l'espoir de tenir ces consultations jeudi matin, selon la disponibilité des salles, et je compte pouvoir informer les délégations, au début de la séance plénière du jeudi, de la salle dans laquelle ces consultations auront lieu et de l'heure à laquelle elles commenceront.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur d'Australie de cette information. Nos travaux sont terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le jeudi 4 juin à 10 heures.

La séance est levée à 16 h 45